



UNE CULTURE D'ALLIANCE POUR SAUVEGARDER LES FORÊTS D'AFRIQUE

Rapport de durabilité INTERHOLCO 2020

Le Rapport est publié dans sa forme actuelle pour des raisons de reporting ; il sera remplacé au bon moment par la version avec la bonne mise en page.

Acronymes

Note sur ce Rapport

Message du CEO

INTERHOLCO, vue d'ensemble

L'arbre d'INTERHOLCO

Une culture d'ALLIANCE

De '*Shareholder value*' à '*Stakeholder value*'

La valeur de l'ALLIANCE : une forêt de solutions

Annexes : l'ALLIANCE dans les paysages

Tour d'horizon 2014-2019

Index du contenu GRI

Acronymes

ATIBT Association Technique Internationale des Bois Tropicaux	LCC Logistique Congo Cameroun
EFI European Forest Institute	Mio million
ETTF European Tropical Timber Federation	OIBT Organisation Internationale des Bois Tropicaux
CIRAD Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement	ODD Objectif de développement durable des Nations Unies
CLIP Consentement libre et informé au préalable	OIT Organisation Internationale du Travail
EFI European Forest Institute	OMS Organisation Mondiale de la Santé
EUR monnaie utilisée au sein de l'Union européenne	ONG Organisation non gouvernementale
FAO Organisation pour l'alimentation et l'agriculture des Nations Unies	PEFC Programme for the Endorsement of Forest Certification
FLEGT Forest Law Enforcement, Governance and Trade	PNOK Parc National Odzala Kokoua
Franç CFA devise officielle des États membres de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC), dont le Cameroun, le Gabon, la Guinée équatoriale, la République centrafricaine, la République du Congo et le Tchad	PNUD Programme des Nations Unies pour le Développement
FSC® Forest Stewardship Council® ¹	RDC République Démocratique du Congo
GDF Gestion durable des forêts	RoC République du Congo
HSE Hygiène, sécurité, environnement ²	SPOTT Sustainability Policy Transparency Toolkit
IFO Industrie Forestière de Ouesso	STTC Sustainable Tropical Timber Coalition
ITIE Initiative pour la transparence des industries extractives	UE Union européenne
	UFA Unité forestière d'aménagement
	UNECA Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique
	UNICEF Fonds des Nations unies pour l'enfance
	UNFF Forum sur les forêts des Nations Unies
	USD monnaie des États-Unis
	WRI World Resources Institute

¹ License FSC® C022952

² L'HSE est un domaine d'expertise technique contrôlant les aspects liés aux risques professionnels au sein de l'entreprise afin de conduire à un système de management intégré.

Note sur ce Rapport

Ce rapport comprend les opérations d'INTERHOLCO pour la période 2017-2019 (exercice financier se terminant le 31 décembre 2019). Les données 2014-2016 sont incorporées à celles de 2017-2019 dans les Annexes, afin de dégager les tendances existantes. Ce rapport contient des données pour les entreprises en propriété exclusive et les filiales, mais exclut les fournisseurs et les fournisseurs de service, sauf si autrement spécifié. Le prochain rapport de durabilité **INTERHOLCO** est prévu pour 2022.

Le mode opératoire d'INTERHOLCO s'articule sur un paysage **environnemental**, un paysage **social**, un paysage **économique** et un paysage **réglementaire**. Dans l'absence d'un référentiel unique, capable d'intégrer les paysages dans leur ensemble, le Rapport de durabilité 2020 présente les aspects qu'**INTERHOLCO** a mesurés dans chaque paysage, selon [les 10 Principes du Pacte Mondial des Nations Unies](#) axés sur **les droits de l'homme**, **le travail**, **l'environnement** et **l'anti-corrupcion** ; les [Objectifs de développement durable des Nations Unies](#) ; l'encyclique [Laudato Si'](#) du pape François, axée sur la sauvegarde de la Terre, notre maison commune ; le vade-mecum [La vocation du dirigeant d'entreprise : une réflexion](#) ciblant les dirigeants d'entreprise qui cherchent à intégrer leur foi dans leur travail ; l'analyse de la FAO [La situation des forêts du monde 2018. Les forêts au service du développement durable](#) ; les directives volontaires élaborées par l'EFI et la FAO [Faire des concessions forestières sous les tropiques un instrument pour atteindre les Objectifs de 2030](#) ; le [Répertoire de données d'évaluation des ressources forestières mondiales \(FRA\)](#) de la FAO ; les réflexions et propositions pour la formulation et la mise en œuvre de stratégies de développement de l'industrie forestière dans le bassin du Congo, contenues dans le [Livre Blanc de la FAO](#) ; les [Principes et standards de la certification environnementale FSC®](#) ; les [Standards de la certification PEFC™](#) dont l'[initiative PAFC en cours d'élaboration au niveau du bassin du Congo](#) ; les lois en vigueur au Cameroun, en République du Congo et en Suisse – en particulier, le respect du Code portant loi forestière de la République du Congo, suivant les indicateurs développés par l'[Initiative pour la transparence des industries extractives ITIE](#) ; les [Conclusions du Conseil sur la communication](#) intitulée « Renforcer l'action de l'Union Européenne en matière de protection et de restauration des forêts de la planète » ; le [Règlement bois de l'Union Européenne RBUE](#) dans le cadre de l'initiative [FLEGT](#) ; les statistiques publiées par la [Independent Market Monitoring Unit](#) du dispositif FLEGT ainsi que celles publiées par l'[Organisme International des Bois Tropicaux OIBT](#) ; les normes GRI (Conformité essentielle) établies par la [Global Reporting Initiative](#) (GRI Standards, pas vérifiée en externe), initiative soutenue par le [Programme des Nations Unies pour l'Environnement UNEP](#) ; la [Nomenclature Générale des Bois](#) l'[Association Technique Internationale des Bois Tropicaux ATIBT](#) ; les données tirées de [Global Forest Watch](#), la plateforme de surveillance élaborée par le [World Resources Institute WRI](#) avec une technologie de pointe ; le référentiel comparatif élaboré par l'ONG Greenpeace avec la Naturwald Akademie dans le cadre de sa vision pour le climat, les hommes et la nature '[Wenn Wälder Wieder Wachsen](#)' ; et, bien sûr, les indicateurs de transparence environnementale, sociale et de gouvernance au cœur du [Sustainability Policy Transparency Toolkit SPOTT](#), une initiative portée par l'ONG britannique [Zoological Society of London](#), initiative conçue afin de mieux saisir la performance de 97 sociétés de la filière bois et cellulose œuvrant sous les tropiques.

Message du CEO

En 2017, nous avons lancé notre premier rapport de durabilité, notre plan pour faire du « BOIS DURABLE MADE IN AFRICA » la norme.

Grâce à des objectifs mesurables, en combinaison avec des rapports vérifiés par des tiers, nous créons un impact dans notre chaîne de valeur du bois. Nous voulons y parvenir grâce à des projets et des partenariats innovants et lever la barre de la pauvreté, créer une chaîne d'approvisionnement positive pour le carbone et la forêt et garantir un approvisionnement en bois 100 % durable à nos clients.

Le présent rapport énumère certaines de nos activités et réalisations au cours de la période 2017 - 2019, tandis que des données comparatives de 2014 à 2016 sont également incluses.

Il montre qu'avec le soutien de nos clients et de nos partenaires, nous créons un impact sur le terrain et conduisons le changement dans l'industrie et la chaîne de valeur du bois d'Afrique durable et certifié. Notre approvisionnement global en bois provient déjà à 88 % de sources durables et est vérifié par une tierce partie.

A en croire des parties assez différentes, dont le pape François dans son encyclique LAUDATO SI' qui nous rappelle l'urgence d'agir contre le réchauffement climatique, il est grand temps de fonder nos systèmes économiques sur une logique d'ALLIANCE sociale-écologique-économique. Nous avons besoin une vrai CULTURE d'ALLIANCE qui mets un lien entre toutes acteurs : nos employées et leurs familles, les clients et fournisseurs, la société civile et la population riveraines, les sociétés/acteurs privées, les états et les politiciens, le secteur financier, les scientifiques, les ONG et les personnes privées qui prennent finalement la décision d'achat pour un matériel BOIS durable et certifié.

INTERHOLCO soude cette ALLIANCE avec les forêts du bassin du Congo par le respect des 10 Principes du Pacte Mondial des Nations Unies axés sur **les droits de l'homme**, **le travail**, **l'environnement** et **l'anti-corruption**. La réussite économique qui met l'être humain au premier plan se régénère alors en force positive de changement.

Il faut que nous, comme société, répondions aux besoins du monde grâce à la création et à l'élaboration de biens et de services. Il y a un besoin des entreprises qui produisent des biens qui sont réellement bons et des services qui servent réellement contribuent à la promotion du bien commun. Les entreprises font preuve de solidarité envers les pauvres en restant attentives aux occasions d'œuvre au service des populations et des personnes en difficulté.

D'où notre mission: livrer sur les marchés du « BOIS DURABLE MADE IN AFRICA », un matériau naturel et sain, certifié durable, renouvelable, recyclable et traçable, au bilan carbone positif. Un matériau capable d'améliorer les conditions de vie et de garder intactes les fonctions des écosystèmes naturels. Et de le certifier.

Nos progrès ont également été confirmés par SPOTT, qui a classé la performance d'INTERHOLCO en 2019 comme numéro un mondial dans le domaine de la foresterie tropicale.

UNE CULTURE D'ALLIANCE POUR SAUVEGARDER LES FORÊTS D'AFRIQUE
Rapport de durabilité INTERHOLCO 2020

Nous n'avons pas encore atteint tous les objectifs, mais en essayant, nous apprenons, ce qui nous permet de progresser et d'évoluer. Bien qu'il reste encore beaucoup à faire, les progrès sont indéniables.

La durabilité est au cœur d'INTERHOLCO et elle est au cœur de nos employés. Je suis extrêmement reconnaissant envers nos plus de 1 000 employés, qui font de la durabilité une réalité dans le cadre de leurs activités quotidiennes.

Notre deuxième rapport sur le développement durable témoigne de leur passion, de leur expertise et de leur dévouement, qui sont les bons ingrédients pour faire du « BOIS DURABLE MADE IN AFRICA » la norme.

Notre engagement est un mouvement continu et nous accueillons avec plaisir tous les commentaires et toutes les offres de soutien.

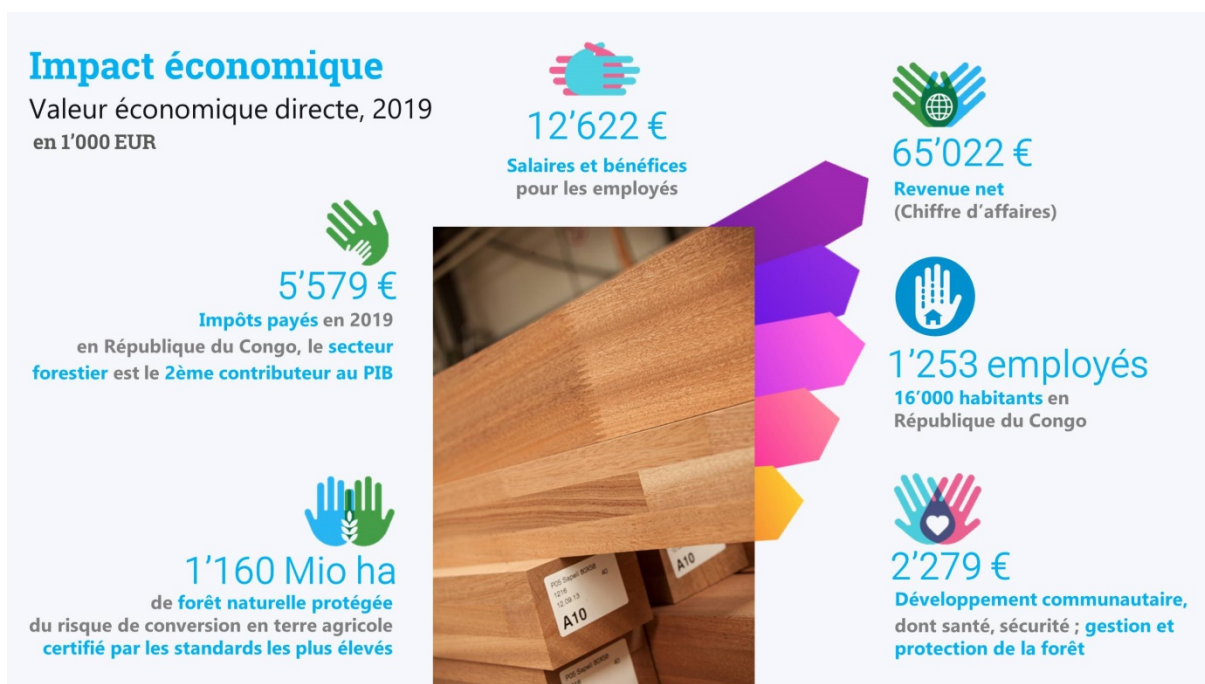
Ulli Grauert
CEO

Interholco, vue d'ensemble

Qu'est-ce qui fait du bois « Made in Africa » d'INTERHOLCO un produit durable ?

Ce rapport montre la capacité de réponse d'INTERHOLCO.

Le choix du titre, 'UNE CULTURE D'ALLIANCE POUR SAUVEGARDER LES FORÊTS D'AFRIQUE', se réfère à un modèle de récolte et de transformation du bois veillant à pérenniser les forêts du bassin du Congo, en gardant intacts leurs services. Ce modèle s'appelle gestion durable des forêts (GDF) ; par son biais, INTERHOLCO soude une ALLIANCE entre les forêts et les populations riveraines, le climat, le pays d'origine et les marchés misant sur des villes vertes.



Ce rapport souligne également l'importance d'une alternative économique pouvant combler les disparités qui affligent les jeunes africains ainsi que la sensibilisation des jeunes partout dans le monde aux bienfaits d'une gestion forestière à l'approche organique.

Déjà dans son premier Rapport de durabilité paru en 2017, 'La forêt notre vie',³ INTERHOLCO a éclairci que gérer une forêt c'est prendre soin de bien plus que des arbres et des animaux mais bien d'un paysage **environnemental**, d'un paysage **économique**, d'un paysage **réglementaire** et d'un paysage **social**.⁴

³ https://interholco.com/images/pdfs/20180202-INTERHOLCO_FR.pdf

⁴ Les valeurs et le *modus operandi* basés sur une approche paysagère, bien au-delà des limites de la concession, sont disponibles sur le site internet : <https://interholco.com/fr/a-propos-de-nous/valeurs>

Les chapitres de ce rapport approfondissent le caractère multidimensionnel de notre métier :

Une culture d'ALLIANCE



définit la volonté d'INTERHOLCO de s'ouvrir à d'autres savoirs et de souder une ALLIANCE avec d'autres partenaires, afin d'améliorer, renouveler et sauvegarder les paysages, vis-à-vis des défis climatiques actuels

De 'Shareholder value' à 'Stakeholder value'



présente les acteurs agissant au niveau des paysages ainsi que les attentes, les besoins, les inquiétudes et les concerns dont INTERHOLCO a pris conscience au fil des années

La valeur de l'ALLIANCE : une forêt de solutions



montre la façon dont INTERHOLCO peut contribuer à atteindre des cibles globales, sur la base de l'échange avec les différents acteurs et compte tenu des enjeux au niveau des paysages.

ANNEXES : L'ALLIANCE dans les paysages



permet de mesurer et quantifier la valeur qu'INTERHOLCO a créée entre 2019 et 2014, au travers des paysages **social**, **environnemental** et **économique**, dans le respect du cadre légal et des références internationales qui sont au cœur du paysage **réglementaire**.

L'arbre d'INTERHOLCO

INTERHOLCO est l'un des principaux fournisseurs de produits bois 'Made in Africa' à l'échelle mondiale.

Forte d'une gestion forestière responsable d'un point de vue écologique, social et économique, les produits bois INTERHOLCO sont vérifiés légaux par Control Union ou certifiés conformes aux principes et standards du Forest Stewardship Council® (FSC®)⁵ qui reste, à ce jour, le marque le plus fiable. INTERHOLCO est reconnue au niveau international dans la récolte, la transformation et le commerce de produits de haute qualité dans des essences de bois principalement d'Afrique différentes.

Forme juridique	Société anonyme
IDE	CHE-113.764.521
Fondation	1962
Siège	Baar, Suisse
Directeur	Ulrich Grauert, CEO
Nombre de collaborateurs	1'253 (2019)
Chiffre d'affaires	€ 65 millions (2019)
Branche	Industrie forestière, négoce, distribution
Site Internet	www.interholco.com



⁵ FSC® C022952.



Commerce et distribution



Interholco AG (IHC) – Baar, Suisse

- Depuis 1962
- Société holding : siège, commerce et distribution
- Assure la vente, la distribution mondiale, le marketing et la conformité aux plus hauts standards internationaux de produits bois 'Made in Africa' ainsi que les services administratifs et financiers y afférant
- Bureaux de vente situés en Europe (Suisse & Belgique), au Moyen Orient (Bahreïn) et en Asie (Chine).

Interholco Belgium B.V. – Bruxelles, Belgique

- Une entreprise spécialisée dans le commerce, stockage et la distribution de débités, du lamellé-collé et des grumes
- Gère un stock de produits bois divers et en organise la distribution principalement sur le Benelux et la France
- Offre d'autres prestations, telles que le conseil, la vente, l'achat et la transformation du bois
- Les bois viennent en majorité d'Afrique, d'Europe et des Etats-Unis.

Interholco Middle East – Bahreïn

- Bureau de représentation d'IHC : distribution / vente
- Porte stratégique vers la clientèle du Moyen-Orient, des pays du Golfe et d'Asie Centrale.



Logistique



Logistique Congo Cameroun Sàrl (LCC) – Douala, Cameroun

- Filiale d'IHC : opérations logistiques
- Gère l'ensemble des opérations logistiques import-export d'IFO et d'autres fournisseurs d'INTERHOLCO en Afrique Centrale
- Maîtrise le transport et l'exportation des marchandises (grumes, débités, lamellés-collés en conventionnel et/ou conteneur) au travers de plusieurs corridors d'évacuation depuis le site de production jusqu'aux ports d'embarquements (Douala et Kribi au Cameroun, Pointe-Noire en RoC) incluant le chargement sur les navires
- Les relations proches avec des sociétés de logistique internationales nous permettent de livrer nos produits bois de grande qualité dans plus de 50 pays



Récolte et transformation

Industrie Forestière d'Ouesso Sàrl (IFO) – Ngombé, République du Congo (RC)



- Filiale d'IHC : récolte et transformation
- Actuellement une des plus grandes sociétés forestières d'Afrique Centrale
- Au total, IFO gère durablement env. 1,16 millions d'hectares (11'600 km²) de forêt naturelle, située au nord de la République du Congo
- Aujourd'hui, la chaîne de valeur dans son ensemble est certifiée selon les principes et standards FSC
- La société est engagée dans les activités suivantes : gestion forestière et récolte du bois, 1^{ère} et 2^{ème} transformation industrielle sur place et directement à la source, hôpital pour les employés et la population locale, bibliothèque ouverte à tous, écoles (dont la construction de l'école officielle et une école consacrée aux enfants issus de peuples autochtones), eau potable, approvisionnement en électricité, protection des animaux contre le braconnage, logistique
- Plus de 85 % du bois récolté est transformé sur place en débités ou d'autres produits à valeur ajoutée

Une culture d'ALLIANCE

« Si tu veux aller vite, vas-y seul. Si tu veux aller loin, vas-y avec les autres »

Proverbe africain



Une entreprise privée est un moteur de possibles. La réussite économique est son carburant. Mais le revenu net, à lui seul, ne dit pas grande chose sur la protection de la forêt, la sécurité au travail, le bien-être des employés et de la population riveraine, ni sur leur qualité de vie.

Les droits des employés sont-ils respectés ? Eux et leurs familles, peuvent-ils compter sur une assistance

médicale ? Les enfants, filles et garçons, peuvent-ils aller à l'école ? Le village où l'industrie est située, a-t-il accès à de l'eau potable, à l'électricité, à la connexion internet ? Et puis : est-ce qu'il y a encore des gorilles, d'éléphants et d'autres animaux, dans la forêt où le bois est récolté ? Comment sont-ils protégés ? Et la forêt, a-t-elle encore des rivières et des bassins d'eau où la population peut aller pêcher ? Des arbres médicinaux, que les peuples autochtones peuvent utiliser de façon traditionnelle ? Enfin, il y a-t-il encore une forêt ?

Dans des conditions complexes qui évoluent rapidement, mener une enquête une fois par an ou encore moins fréquemment n'est pas suffisant. Au lieu d'un processus de 'materiality assessment' dont le rythme et la fréquence sont limités dans les temps, INTERHOLCO a ajouté un processus d'analyse et d'évaluation en continu des risques, opportunités et points de vue des parties prenantes (à la fois internes et externes). INTERHOLCO communique avec tout acteur concerné par son mode opératoire, y compris les plus critiques. Leur mérite est de rappeler quels facteurs ne sont pas à négliger, quelles actions devraient être améliorées, quels aspects ne sont pas suffisamment approfondis.

En prenant conscience des attentes et des concerns d'autres acteurs ('stakeholder values' en anglais), INTERHOLCO mène un vrai travail de réflexion et vérifie l'efficacité de ses procédures internes, en établissant des priorités au niveau de sa stratégie afin d'adresser les questions les plus urgentes.

Tout part d'un travail en ALLIANCE, dont la communication, interne et externe, est l'instrument privilégié. Par cette action d'ALLIANCE, INTERHOLCO s'associe également à des partenariats multipartites permettant de mobiliser et de partager des savoirs, des connaissances spécialisées, des technologies et des ressources financières.

Leur savoir-faire vient ainsi enrichir le mode opératoire d'INTERHOLCO, transformant les challenges en opportunités et ouvrant la voie à de nouvelles solutions au niveau local, régional et international.

Enfin, nous tous, personnes privées, comme entités sociétales, ne pouvons pas faire tout seul. Nous avons besoin de travailler ensemble, mains en mains, une vraie CULTURE



UNE CULTURE D'ALLIANCE POUR SAUVEGARDER LES FORÊTS D'AFRIQUE
Rapport de durabilité INTERHOLCO 2020

d'ALLIANCE qui mets un lien entre toutes acteurs : nos employées et leurs familles, les clients et fournisseurs, la société civile et la population riveraines, les sociétés/acteurs privées, les états et les politiciens, le secteur financier, les scientifiques, les ONG et les personnes privées qui prennent finalement la décision d'achat pour un matériau BOIS durable et certifié.

De 'Shareholder value' à 'Stakeholder value'

« Le paysage n'est jamais inerte, les gens s'y engagent, le retravaillent et le contestent. Il fait partie de la manière dont les identités sont créées et contestées, que ce soit en tant qu'individu, groupe ou Etat-nation. »⁶

Barbara Bender



INTERHOLCO a adopté une approche organique. Tout est lié. Cette interdépendance nous oblige à penser à un seul monde, à un seul plan (Laudato Si', 164). Le savoir-faire industriel et le revenu économique (paysage **économique**) ont pour objectif de s'investir d'une manière continue dans les projets industriels et innovants. En plus, pour financer la protection de la forêt, en lui donnant de la valeur, ainsi que protéger les habitats des animaux (paysage **environnemental**) ; créer des emplois équitables, en offrant des formations qualifiant au personnel résidant dans une région isolée ; donner aux employés les moyens de construire leur avenir ; renforcer l'implication des communautés riveraines dans la prise de décisions ; investir dans la construction et le maintien de toute une série de services de base (paysage **social**) ; certifier tout cela au travers de schémas crédibles, tout en respectant la loi au niveau national, régional et international (paysage **réglementaire**) ; et répondre aux besoins des clients nationaux et internationaux avec du BOIS „made in Africa“ sain et naturel, certifié durable, traçable, recyclable, renouvelable et au bilan carbone positif (paysage **économique**).

INTERHOLCO écoute les attentes et les inquiétudes des acteurs agissant dans chaque paysage, marquant le passage d'une vision de 'Shareholder value' à celle de 'Stakeholder value' (exigences de toute partie prenante concernée, dont, mais pas uniquement, les actionnaires).

Employés

en Europe : INTERHOLCO a saisi, au cours de réunions qui ont vu la participation de tout le personnel en Suisse, en Belgique, au Bahreïn et en Asie que **le concept d'ALLIANCE a une importance de tout premier rang pour les employés, qui s'intéressent aux projets menés en synergie avec d'autres acteurs et partenaires**. Puis, la **récupération du bois** (utiliser le maximum d'un arbre et « jeter » le moins que possible), et la **valeur économique générée en République du Congo et sa répartition**. Après, le **développement des essences moins connues (génère plus de volume par hectare, toujours en gardant le concept de durabilité)**, les **salaires et bienfaits sociaux offerts aux employés**, les **formations** (également celles axées sur les droits de l'homme), le **respect des exigences de légalité et des critères de durabilité excluant toute déforestation et tout en gardant également les hautes valeurs de conservations (HVC) et de la biodiversité**.

⁶ "Introduction: Landscape—meaning and action," in *Landscape: Politics and perspectives*. Edited by B. Bender, pp. 1–17. Oxford: Berg, 1993.



Les employés du Siège (Baar) lors du workshop 'Car ça nous tient à cœur'

Au Cameroun : les employés assurant l'évacuation des produits bois par les ports de Douala et de Kribi sont en contact quotidien avec leurs correspondants en République du Congo, qui suivent l'évacuation du bois du port de Pointe-Noire. Les **effets du changement climatique** ont affaire avec l'**efficacité et les temps du transport**. La question préoccupe davantage les employés suivant la logistique, qui doivent trouver des solutions adaptées (transporter en priorité via le fleuve Sangha), tout en suivant le transport terrestre, transit et maritime dans le **respect des lois, des procédures de sécurité et anti-corruption**.

En République du Congo, il se passe des échanges réguliers entre les Chefs de service et les équipes ; entre les représentants du personnel, les syndicats, l'Equipe sociale et la direction.

Les questions surgissant lors des formations données au personnel en matière d'**acquisition de nouvelles compétences**, de **sécurité au travail** et d'**anti-corruption**, permettent de vérifier 'sur le terrain' l'efficacité des procédures ; les solutions et les ajustements à y apporter sont ainsi adaptés à la réalité du terrain.

En matière de **sécurité au travail**, un nouveau responsable HSE a été recruté en 2017, issu du milieu pétrolier. Après avoir dressé une analyse des risques, le responsable HSE a élaboré, en étroite concertation avec la direction, des procédures détaillées, selon les directives de l'OIT en matière de sécurité et santé dans le secteur forestier, intégrant la norme ISO 45001:2018. Des rappels de compétences théoriques et pratiques en matière de prévention d'incendies sont tenus sur le site de production lors de 4 journées par an, par un cabinet d'experts basé à Brazzaville.



'Des équipes dynamiques, préparées, qui connaissent leur manœuvre : l'essentiel est su, connu et restitué. Je pense que vous avez des équipes de sécurité incendie qui sont prêtes. '

Hervé KERFRIEDEN
Directeur du Département Prévention et Appui Lutte Incendie
SERVTEC, République du Congo

En tant qu'**employeur prônant l'égalité des chances**, INTERHOLCO s'engage à garantir la flexibilité nécessaire pour permettre aux employé/es d'avoir accès aux emplois, de les garder et de se développer au sein de la société, indépendamment de leur origine sociale ou ethnique, de leur sexe, de leur lieu de naissance, de leur conviction religieuse, d'un éventuel handicap, etc.⁷ Par cette vision, le INTERHOLCO entend protéger également les droits des femmes, en créant les conditions pour qu'elles puissent concilier la maternité avec leur vie professionnelle, en Afrique comme en Europe (horaires flexibles, emploi à temps partiel)

Une mention particulière mérite **la procédure de plaintes** permettant à tout employé/e, en tout moment, de porter à l'attention de la direction toute problématique, réelle ou potentielle, nécessitant d'une résolution en matière de respect des lois étatiques ou du Code de Conduite.

Communautés locales et peuples autochtones

Bien qu'elle ait une densité démographique assez modeste par rapport à sa surface, la forêt de Ngombé abrite toutefois plus de 80 villages et une population estimée à 16'000 habitants. Par conséquent, une bonne gestion forestière **reconnait et respecte des droits des différentes communautés.**

Par **la procédure de plaintes**, INTERHOLCO est également à l'écoute de la population riveraine, qui est sollicitée par l'Equipe Sociale à y faire recours.

⁷ Voir les FAQ publiées sur la page 'Carrières' du site internet :
<https://www.interholco.com/fr/carrieres>



‘Je maîtrise les langues vernaculaires et assure la communication entre l’équipe sociale de IFO et les autochtones Mikaya, Bangombé Mbendjelé et Mbaluma. Ils me font confiance, parce que je connais les difficultés qu’ils ont. J’ai grandi à 5 km d’Ouesso, à Mbaluma ; mes parents sont Bangombé. Je travaille avec les communautés et du coup, je vois la réalité sur le terrain. J’ai même créé une association à Ngombé Carrefour, rien que pour les autochtones. Elle s’appelle ‘Mousoungui’, ça veut dire ‘entraide’ en langue Mikaya.’

Timothée EPOUTANGONGO
Enquêteur social, avec IFO depuis 2006

A titre d'exemple, suite à un litige présenté en 2018 par le village de Ngombé Carrefour en matière **d’eaux solides qui auraient risqué de polluer des champs communautaires**, une mission de vérification des égouts a eu lieu sur les berges de la rivière Sangha avec un représentant des communautés concernées. La mission a établi que les évacuations sur ces égouts concernaient les déchets de l’eau de pluie, qui pouvaient contenir de la boue des caniveaux, mais dans aucun cas de l’eau provenant de fosses septiques.

INTERHOLCO porte beaucoup d’importance à **l’amélioration des dynamiques participatives grâce au Consentement libre et informé au préalable (CLIP)**. L’application du CLIP passe par le dialogue avec les populations riveraines. Des centaines de rencontres ont lieu chaque année auprès des villages. Dans le dernier trimestre de 2019, une dame de formation juriste, a rejoint l’Equipe Sociale en tant que co-animatrice des échanges. L’Equipe Sociale est maintenant forte de 4 éléments, deux femmes et deux hommes, dont un autochtone qui maîtrise les langues locales.

Investisseurs et actionnaires

Pour les actionnaires d’INTERHOLCO, **la recherche de rentabilité économique** intègre aussi les **exigences de la dimension humaine** et de conscience sociale. La certification des facteurs ESG est une priorité : **bonnes pratiques environnementales, code éthique et une saine gouvernance par le respect du cadre légal**. Des investissements sont finalisés à l’évolution des salariés par le biais de formations ciblées, en particulier en RoC, avec une attention égale aux **infrastructures industrielles** (réparation ou achat de machines plus performantes) et **sociales** (centre médico-social, écoles, bibliothèque, assainissement de l’eau, construction de bâtiments et de logements, etc.).

Jeunes



Ulrich Grauert, CEO Interholco (à droite) et Tullia Baldassarri Höger von Högersthal, Communication et Marketing Interholco (à gauche), lors du webinar « Défis globaux, solutions globales : la politique forestière internationale aux Nations Unies et ailleurs » organisé par l'UNFF

Lors de conférences d'envergure internationale et de séminaires webinar organisés par les Nations Unies, INTERHOLCO a pu se présenter aux jeunes passionnés par les forêts et répondre aux questions qui leur tiennent à cœur, dont notamment, **ce qu'une récolte sélective à impact réduit comporte sur le terrain ; pourquoi il n'est pas nécessaire de replanter des arbres ; les communautés locales et les peuples autochtones peuvent-ils encore chasser dans la forêt.** INTERHOLCO livre des présentations auprès de facultés techniques et participe également à des débats organisés par des facultés scientifiques, avec pour objectif de motiver de jeunes générations de s'intéresser pour la « vie » de forêt.

Des stagiaires sont accueillis de façon régulière en République du Congo et en Europe. Les nouvelles générations ont ainsi la chance d'apprendre sur le terrain et de l'intérieur, tout en partageant leurs concerns.



« Comme les écosystèmes forestiers et les marchés sont en constante évolution, la gestion doit être adaptative et holistique afin de créer la plus grande valeur sociétale possible pour les produits bois. »

Felix Müller, stagiaire auprès du Siège

En 2019, à l'issue de son stage chez IHC, l'étudiant allemand Felix Müller a rédigé son travail de thèse en étudiant la **performance socio-économique** d'INTERHOLCO dans le cadre de la responsabilité des entreprises en tant qu'acteurs à l'échelle globale.

Représentants de la société civile

En 2019, INTERHOLCO a pris contact de façon proactive avec les organisateurs d'une initiative citoyenne au niveau de la Suisse, axée sur la **responsabilité des entreprises**. Des séances de travail ont répondu à toute une série de questions, dont par exemple **le quota de taxes payées dans le pays d'origine des produits bois** ; **le nombre de gorilles et d'éléphants abrités dans la forêt** ; **la façon dont IFO facilite la régénération naturelle au long des routes** ; **le nombre de routes ouverte en forêt**.



« Nous avons pu montrer dans différents pays du bassin du Congo que les routes forestières qui sont à nouveau bloquées après leur utilisation sont rapidement renaturées. Puis, après cinq ans, les images satellites ne montrent plus aucune intervention humaine. »⁸

Fritz Kleinschroth
ETH Zürich, Department of Environmental Systems Science

Cela a également permis de saisir les inquiétudes de cette initiative citoyenne à la gestion durable des forêts. Le site internet a été enrichi d'une nouvelle page, [INTERHOLCO à l'écoute](#) où INTERHOLCO publie les réponses aux 'questions fréquemment posées', accompagnées des références scientifiques guidant les pratiques adoptées. Toute personne souhaitant suggérer d'autres questions peut le faire par le biais du contact fourni à cet effet sur la page.

Organisations non gouvernementales locales et internationales

En tant que membre du FSC, IHC participe aux groupes de travail axés sur la **mise en œuvre du concept de paysages forestiers intacts**. IHC collabore également au **renforcement des procédures FSC en matière de Consentement Libre et Informé au Préalable (CLIP)**.

En tant que membre du PEFC, IHC participe à l'élaboration d'un nouveau schéma de certification, c'est-à-dire l'[initiative PAFC](#) ciblant les pays du bassin du Congo.

⁸ *Wieso Afrika seit 1900 ein Drittel seiner Waldfläche verloren hat*,
<https://www.nzz.ch/international/afrikas-waelder-unter-druck-ld.1538948>

En matière de prévention et gestion de conflits liés à la lutte anti-braconnage, INTERHOLCO collabore avec des ONG locales et internationales, les communautés locales et les peuples autochtones, et le gouvernement. Les **formations en matière de droits de l'homme** et de **protection de la faune** qu'INTERHOLCO organise en République du Congo avec des ONG de conservation et de droits humains sont autant d'occasions de rappeler l'importance du **respect dû aux populations riveraines**. Les formations rappellent ainsi aux éco-gardes et au personnel de sécurité que INTERHOLCO a une **procédure d'intervention dans les villages locaux** observant une politique de tolérance zéro pour le manque de **respect des droits humains** et que tout abus éventuel peut avoir des conséquences pénales.

Les évolutions du PROGEPP (projet de **protection de la faune** porté par l'état congolais) dont fait partie l'ONG de conservation WCS et INTERHOLCO a connu un changement, car WCS a dû quitter le projet à cause de manque de financement par ses partenaires. Entre-temps, INTERHOLCO a signé un accord de bonne entente avec African Parks Network (APN). Cet accord vise en premier lieu l'**amélioration de la lutte anti-braconnage et de l'application de la loi** en périphérie du Parc National Odzala Kokoua (PNOK), avec notamment un volet sur le respect des droits humains, et pourra s'étendre aux activités de développement communautaire au sens large, afin de faire émerger et maximiser toute synergie possible entre APN et IFO dans ce domaine. Il se traduira par le partage de bonnes pratiques, l'échange d'informations et l'harmonisation des stratégies entre les deux opérateurs. L'ouverture aux effectifs de l'Unité de Surveillance et de Lutte Anti Braconnage (USLAB) d'IFO Ngombe des formations organisées annuellement pour les éco-gardes du PNOK est également envisagée.

Par son action d'accompagnement et de monitoring, l'ONG congolaise de droits de l'homme CDHD mène des enquêtes auprès des villages. Ceci permet de saisir l'état des lieux en matière de **respect de droits de l'homme et des droits des peuples autochtones**.



« Sur la base du CLIP, Gelvie [membre de l'Equipe sociale de IFO] s'assure que les peuples autochtones sont consultés sur toute question pouvant affecter leur vie : la construction de routes, la protection de la faune et de la flore, la

cartographie participative pour l'identification et le marquage des arbres à protéger. »⁹

Holz Zentralblatt

INTERHOLCO peut ainsi prendre conscience des améliorations à prévoir s'agissant de la mise en œuvre du **Consentement libre et informé au préalable (CLIP)**. INTERHOLCO tire également des leçons de l'expérience d'autres parties prenantes. Au fil des dernières années, l'ONG sociale Survival International a déploré les abus que des éco-gardes agissant dans le cadre d'un projet WWF auraient commis à l'encontre de membres de peuples autochtones. L'expérience du WWF a mené INTERHOLCO à réfléchir à de nouvelles formations, au cas où INTERHOLCO devrait se séparer d'éléments douteux des éco-gardes.

Experts scientifiques, centres de recherche et universités

INTERHOLCO a pour mission la récolte et la transformation du bois. **Les impacts dus au changement climatique et les altérations de la forêt provoquées par des événements extrêmes** à l'échelle globale exigent de resserrer les liens avec la communauté scientifique. Par conséquent, IHC assure une gestion durable du paysage environnemental en écoutant les recommandations avisées de chercheurs, experts scientifiques et professeurs universitaires. Afin de **parvenir à un meilleur inventaire** en forêt, INTERHOLCO a participé à un projet pilote, en collaboration avec le CIRAD et l'Université de Louvain, qui prévoit l'utilisation de drones. L'intelligence artificielle pourra en effet non seulement donner plus de visibilité aux équipes par rapport à la densité des espèces d'arbres, parmi la détection des essences et des volumes par arbre, mais aussi montrer la présence de campements illégaux et constater la présence des animaux, ce qui pourra renforcer **la protection de la forêt**.



Plusieurs partenaires scientifiques, dont le CIRAD et le Centre de recherche de Gembloux de l'Université de Louvain, se sont associés au projet axé sur l'utilisation de drones

Selon son plan d'aménagement, élaboré grâce à l'avis d'experts scientifiques, INTERHOLCO respecte **le barème des diamètres à récolter** mais aussi en gardant

⁹ Eine Kartografin in einem zertifizierten Wald im Norden der Republik Kongo, Holz-Zentralblatt, Numéro 23, p. 493, 7 Juin 2019

les arbres monumentaux. Plusieurs études montrent comme, en matière de **lutte contre le changement climatique**, **le bois est le seul matériau de construction étant à la fois durable, renouvelable, traçable, recyclable**. Le « BOIS DURABLE MADE IN AFRICA » produit par INTERHOLCO a un **bilan carbone positif** et afin de **réduire les émissions de CO₂** INTERHOLCO effectue une récolte que les scientifiques ont définie à impact réduit (EFIR). Au niveau de la transformation du bois, INTERHOLCO est la seule société en République du Congo produisant des lamellés-collés, un produit de seconde transformation permettant d'optimiser l'utilisation de l'arbre. Ceci permet également de **rajouter plus de valeur aux produits bois tout en augmentant les compétences professionnelles et l'emploi**.

Les autorités gouvernementales et les organismes internationaux

INTERHOLCO échange de façon régulière avec les autorités de la République du Congo, en matière de **respect des lois**, **gouvernance** et **paiements de taxes**, des **autorisations pour la réalisation d'infrastructure et pour l'évacuation au travers de plusieurs corridors**, et, bien sûr, en matière de **protection de la forêt**. Entre 2017 et 2019 INTERHOLCO s'est également investi auprès du Ministère des Eaux et Forêts et du Ministère des Mines afin de parvenir à **l'annulation des permis relatifs aux sites miniers présents sur la surface de la forêt qu'INTERHOLCO gère en République du Congo**.

INTERHOLCO protège la forêt qu'elle gère pour le compte de l'état congolais ; son rôle de gestionnaire d'une ressource dont l'importance est cruciale pour le Congo et la Terre entière est donc primordial. D'où l'exigence que des auditeurs indépendants **viennent vérifier sur le terrain que les résultats des procédures mises en place soient alignés avec les critères de sauvegarde**.

D'autres organismes, dont la FAO, EFI, le CIRAD, etc. prônent **l'adoption de la gestion durable des forêts comme instrument de politique**, au vu de sa contribution aux ODD des Nations Unies et de l'Accord de Paris sur le Climat.

Référence internationale



« Les entreprises engagées dans la gestion durable des forêts au Congo font leur part pour faire vivre dans la dignité les peuples autochtones, dont les Baaka. En retour, les Baaka travaillent avec les entreprises pour répondre au

besoin en bois de la région tout en protégeant leur habitat forestier ancestral. »¹⁰

FSC International

INTERHOLCO fait recours aux schémas de certification les plus reconnus au niveau international. Les audits sur le terrain sont à la charge de cabinets d'experts indépendants.

Ces experts sont consultés régulièrement, afin de vérifier le **respect du cadre légal** et la mise en œuvre de **la gestion durable**, selon les Principes et les standards de FSC (Gestion forestière/ Traçabilité) et PEFC (Traçabilité). Les enquêtes approfondies que ces auditeurs indépendants viennent mener sur le terrain une fois par an), permettent de prendre conscience de la validité des pratiques mises en place et d'identifier tout point sensible nécessitant d'améliorations. S'agissant d'**amélioration de la gouvernance et de la transparence en matière de légalité**, INTERHOLCO collabore avec WRI dans le cadre de l'initiative '[Open Timber Portal](#)'. Il s'agit d'un site web de consultation gratuite, publiant la documentation nécessaire à démontrer la légalité du bois. La documentation est remplacée au fur et à mesure par l'envoi des fichiers actualisés, publiés par WRI.

Clients

INTERHOLCO dessert une clientèle internationale 'B2B' présente dans plus de 50 pays, représentant de différents marchés. Parmi les principales cibles il y a des importateurs, des acheteurs publics et des consommateurs finaux.

Les statistiques publiées par la 'Independent Market Monitoring Unit' du FLEGT, la FAO, par l'OIBT ainsi que les études de la Coalition européenne pour le bois tropical durable STTC (Analyse du cycle de vie ; Etude axée sur la part des bois tropicaux certifiés sur les marchés), cernent les tendances à retenir au niveau de l'Europe et de l'Asie.

L'Asie, avec la Chine, reste le principal marché pour les bois en provenance d'Afrique. La Chine, **principal importateur et consommateur de bois d'Afrique**, amorce un virage vers des **pratiques soucieuses de l'environnement et d'une gestion forestière responsable** [par le biais du nouveau code forestier qui sera mis en vigueur en juin 2020](#). Les Etats Unis et les pays de l'Union européenne **demandent des garanties en matière d'origine et de légalité du bois**. L'Union européenne veut [évoluer sur la voie de la justice durable](#) : **pas de déforestation directe ni indirecte**, pas de contribution non plus à la dégradation des forêts ni aux vies de leurs habitants. Afin de mettre en place [son Pacte Vert](#), l'UE [prévoit l'adoption d'un plan d'action axé sur l'économie circulaire et l'adoption d'une loi sur le climat](#).

Les consommateurs européens, dont des acheteurs publics en Angleterre, en Allemagne, au Danemark, en France et aux Pays Bas, préfèrent de plus en plus des bois assurant une **gestion des forêts responsable, c'est-à-dire soucieuse du**

¹⁰ *How the Indigenous Baaka of the Congo are saving forests*, publié par FSC International sur le site internet : <https://fsc.org/en/news/how-the-indigenous-baaka-of-the-congo-are-saving-forests> et sur Medium : https://medium.com/@c.brown_49572/how-the-indigenous-baaka-of-the-congo-are-saving-forests-224065ee9a08

climat, respectueuse des droits des populations riveraines et excluant toute dégradation ou déforestation possibles.



« SNCF Réseau boucle son premier appel d'offres pour de l'Azobé, un bois dur d'Afrique, destiné à ses traverses de voie. »¹¹

Usine nouvelle

En France, certains acheteurs publics appliquent la politique '*meilleur bois pour le meilleur usage*'. C'est le cas de la Société nationale des chemins de fer français (SNCF) qui, dans le cadre de la réalisation de traverses en bois, a décidé de remplacer le chêne, bois exigeant d'être traité avec la créosote¹² pour lutter contre la pourriture, par l'Azobé (et d'autres essences d'Afrique) certifié FSC, une essence ayant une classe de durabilité très élevée, idéale dans des projets extérieurs.

Pour répondre aux concerns des uns et des autres, INTERHOLCO s'engage dans des **audits de terrain visant à vérifier la traçabilité et la légalité** ainsi que **la gestion durable de la forêt**. INTERHOLCO sélectionne les organismes pouvant apporter un maximum d'assurance aux clients et aux consommateurs finaux, en utilisant Control Union (Pays Bas) pour les aspects de **traçabilité et légalité (Diligence Raisonnée)** et NEPCon (Danemark) en matière de **gestion durable** selon les Principes et Standards de FSC, jugés les plus élevés au monde. Les audits sont l'occasion pour le Senior Management d'INTERHOLCO de mesurer la performance tout en prenant conscience des aspects nécessitant d'une amélioration. Mesurer est dont le premier pas vers une gestion plus avisée, d'où l'intérêt pour INTERHOLCO de garder les certifications dont elle s'est dotée.

¹¹ SNCF Réseau découvre les bois tropicaux certifiés, article signé par Myrtille Delamarche, paru sur « Usine Nouvelle » le 16.11.2017 : <https://www.usinenouvelle.com/article/sncf-reseau-decouvre-les-bois-tropicaux-certifies.N613288>

¹² La créosote est une substance chimique biocide hautement toxique classée cancérigène : *Évaluation des impacts d'une interdiction d'utilisation de la créosote en France. Rapport n° 010963-01* ; coordonné par Catherine MIR et Éric REBEYROTTE (coordonnateur) ; Mai 2017 (53 pp) http://archive.wikiwix.com/cache/?url=http%3A%2F%2Fwww.cgedd.developpement-durable.gouv.fr%2FIMG%2Fpdf%2F010963-01_rapport_cle269ab5.pdf



Des schémas reconnus au niveau international vérifient le respect du cadre légal

Afin d'améliorer les procédures et les pratiques sur le terrain, INTERHOLCO concourt à l'**élaboration d'un nouveau standard de certification au niveau du bassin du Congo**. Ce nouveau standard, porté par le PEFC, se veut un dispositif régional prenant en compte la réalité de certains pays d'Afrique Centrale, dont le Cameroun, le Gabon et la République du Congo. Par le biais de ce nouveau dispositif, le PEFC vise à impliquer tous les acteurs concernés, y compris les parties sociales, dans un modèle de gestion participatif, afin de traduire les réflexions en actions partagées sur le terrain, où chacun contribue selon son expertise.

Secteur privé

En tant que membre de l'ATIBT, de la Fédération belge des industries du bois (FEDUSTRIA), de la Fédération de la filière bois en Grande Bretagne (Timber Trade Federation), de la Coalition européenne pour les bois tropicaux (STTC), ainsi que du syndicat des industries œuvrant en République du Congo UNICONGO, INTERHOLCO échange régulièrement avec d'autres opérateurs du secteur privé dans de nombreuses occasions, voire des Forums, des conférences et des commissions techniques – que ce soit en matière de transparence et de performance (SPOTT/République du Congo), de collaboration parmi fédérations et ONG de différents pays (Forum ATIBT-OIBT/Chine) ou de marketing, par la promotion des bienfaits techniques, sociaux et écologiques du bois durable, auprès des fédérations du bois (Allemagne, Angleterre, Belgique, Danemark, Espagne, France).

Parmi les thèmes récurrents il y a le **respect des lois du pays, des procédures et des normes internationales, la diffusion sur la presse internationale et les réseaux sociaux des bienfaits du « BOIS DURABLE MADE IN AFRICA », un story-telling capable de montrer le côté technique et humain du bois durable dans le cadre du respect de la forêt, des animaux et du climat.**

Presse locale et internationale

INTERHOLCO observe une politique de transparence, étant disponible à se faire interviewer par tout représentant de la presse. Entre 2017 et 2019, INTERHOLCO a échangé avec des journalistes basés en Angleterre, en Allemagne, en Espagne, en France, au Gabon, aux Pays Bas, en République du Congo et en Suisse.

Entre 2017 et de 2019, plusieurs réalisateurs ont souhaité tourner des documentaires dans la forêt de Ngombé.

A l'occasion du reportage, INTERHOLCO a mobilisé une partie du personnel, afin de faciliter les échanges avec la population riveraine par le biais d'interprètes maîtrisant les langues et les dialectes locaux.



Le film « Paradis naturels retrouvés: République du Congo – La forêt des gorilles », tourné dans la forêt de Ngombé, a remporté en 2019 le plus prestigieux des prix allemands sur les films de la nature. Le film a convaincu le jury par « la vision positive de la manière de protéger la nature dans la forêt tropicale tout en offrant aux populations riveraines une perspective économique à long terme. »¹³

Norddeutscher Rundfunk (Radio de l'Allemagne du Nord)

Les questions que la presse a adressées à INTERHOLCO étaient à la fois quantitatives et qualitatives, ciblant :

- **l'efficacité de la gestion durable** de la forêt qu'INTERHOLCO a reçue en concession ;
- **la protection des zones à haute valeur de conservation** ;
- **la protection de la faune, en particulier des espèces menacées** ;
- **le maintien de l'identité des peuples autochtones par le biais de l'utilisation traditionnelle de certains arbres** ;
- **la façon dont les Principes et Standards FSC permettent de respecter les droits des peuples autochtones** ;
- **la contribution de l'entreprise aux Objectifs de développement durable des Nations Unies** ;
- **le nombre de clients desservis par INTERHOLCO et leur distribution** ;
- **l'offre d'emplois non traditionnels et l'égalité des chances pour les femmes au niveau de la République du Congo** ;

¹³ Paradiese mit Zukunft: „Positive Vision für Regenwald“

<https://www.ndr.de/kultur/film/Deutscher-Naturfilmpreis-in-Wieck-verliehen,naturfilmfestival126.html>

- **la transformation plus poussée du bois et l'offre en produits bois de qualité ;**
- **la mesure où la vérification du respect du cadre légal et/ou la certification de gestion durable est digne de confiance.**

A tous, journalistes comme réalisateurs, INTERHOLCO a livré des réponses circonstanciées, accompagnées d'une documentation appropriée, comprenant des chiffres et données financières, des liens vers des documents et des études clés ainsi que des photos et des cartes du site de ses activités en République du Congo.

La valeur de l'ALLIANCE, une forêt de solutions

« Vu l'importance des surfaces forestières exploitées dans les régions tropicales sous forme de concessions, il est opportun de les analyser et de les configurer comme des instruments de politique forestière, vecteurs de la GDF et contributeurs tant aux ODD qu'à l'Accord de Paris sur le climat. »¹

FAO et EFI



Le présent chapitre est consacré à la façon dont la culture d'ALLIANCE et la mesure de la valeur créée au fil du temps ont permis à INTERHOLCO d'identifier des solutions pour améliorer son mode opératoire et son efficacité. Ces solutions, ont été identifiées à partir des concerns, des besoins, des challenges et des souhaits qu'INTERHOLCO a écoutés des parties prenantes entre 2017 et 2019, paysage par paysage.

En effet, INTERHOLCO a transformé l'écoute des parties prenantes en véritable outil de gestion, capable de livrer des solutions. Les critères utilisés pour identifier les solutions étaient la pertinence, la disponibilité de données quantifiables au travers des paysages **social**, **environnemental**, **économique** et l'applicabilité à la Gestion Durable des Forêts et/ou à l'élaboration de politiques, de normes, de standards, d'accords internationaux et de tout ce qui converge dans un paysage **réglementaire**.

Afin de cerner le contexte où INTERHOLCO agit, ce chapitre présente également des données issues de rapports, d'études et de statistiques dont la plupart est disponible en ligne. Cette vue d'ensemble est complétée par l'indication des Objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies auxquels les solutions choisies par INTERHOLCO donnent une contribution tangible.

Solution #1 : Plus de 1'000 emplois équitables dotent 16'000 habitants des moyens de construire leur avenir et de s'approprier leur dignité, dans l'une des régions les plus reculées de la République du Congo



La situation de l'emploi en RoC a connu une évolution très irrégulière et assez contrastée par rapport aux potentialités de richesse du pays.

D'après l'UNECA, la proportion de la population en RoC vivant sous le seuil de pauvreté (1,25 USD par jour) est passée de 50,1% en 2005 à 46,5% en 2011.

L'incidence de la pauvreté, qui touche davantage les femmes que les hommes, est de 74,8 % en milieu rural contre 32,3 % en milieu urbain.²

Selon une étude du PNUD, le taux de chômage global est passé de 19,4% en 2005 à 6,9% en 2011, laissant supposer l'existence de dynamiques positives en matière de création d'emplois ; toutefois, cela cache un niveau important de sous-emploi qui atteint près d'un

¹ FAO et EFI. 2019. *Faire des concessions forestières sous les tropiques un instrument pour atteindre les Objectifs de 2030: Directives volontaires*, par Y.T. Tegegne, J. Van Brusselen, M. Cramm, T. Linhares-Juvenal, P. Pacheco, C. Sabogal et D. Tuomasjukka. Étude FAO Forêts n° 180, Rome. 146 p.

² <https://www.uneca.org/sites/default/files/images/ORIA/CP/congo.pdf>

employé sur trois.³ Au sens du Bureau international du travail (BIT)⁴, le taux de chômage est de 11,3% pour l'ensemble des six communes du Congo. Il affecte davantage les femmes que les hommes (12,6% contre 10,3%). Brazzaville et Pointe-Noire sont les communes qui enregistrent les taux de chômages les plus élevés (respectivement 11,3% et 9,0%). Dans trois autres communes (Dolisie, Nkayi et Ouesso), le taux de chômage est en dessous de 5%. Le PNUD met également en garde d'un phénomène caché : près d'un employé sur trois serait en situation de sous-emploi.

Le coût de la vie en RoC est pourtant élevé : la dépense de nourriture dans une grande ville comme Brazzaville, la capitale, est d'environ 50 EUR par personne par mois. Un kilo d'oranges en pleine saison s'élève à 2'000 FCFA, soit 3 EUR. Un kilo de bananes, 1.5 EUR. Le dessert, voire une mangue, est considéré un luxe, à 0.45 EUR la pièce. Le prix moyen d'un logement de trois chambres est de 75 EUR.⁵ Sans compter le coût de l'assurance médicale, de l'école des enfants et du transport.

Aux employés résidant en RoC, INTERHOLCO offre :

- un salaire d'entrée de 173 EUR/mois, 210% plus élevé que le salaire de base en RoC (82 EUR/mois)⁶
- un équipement de sécurité adapté aux tâches / missions de l'employé/e
- une assurance médicale couverte par la société bénéficiant à la famille du salarié, dont l'époux/l'épouse, les enfants et les ascendants au premier degré présents à Ngombé
- les contributions sociales et un plan pension
- un logement de 3 pièces au village de Ngombé, ou par défaut une prime de logement ;
- l'accès gratuit à l'eau potable et à l'électricité⁷
-
- des formations professionnelles faisant évoluer les compétences du salarié, qui pourra ainsi avoir accès à un poste avec une meilleure rétribution
- des primes de production pour les employés et de performance pour les cadres
- l'accès à l'éducation scolaire pour les enfants directement au village de Ngombé, dans l'école étatique, entretenue par la société
- l'accès gratuit à une vaste bibliothèque ayant des milliers de volumes, où les enfants comme les employés d'IFO ou la population riveraine peuvent suivre des cours d'informatique et de langues gratuits
- l'accès à des soins de santé sûrs et de qualité au Centre Médico-Social créé par la société au village de Ngombé.

³ <https://www.cg.undp.org/content/congo/fr/home/library/poverty/etude-sur-la-vulnerabilite-de-l-economie-congolaise-et-ses-persp1.html>

⁴ Pour ce qui est de l'emploi, les informations sur le chômage proviennent de la deuxième enquête sur l'emploi et le secteur informel, réalisée en 2014 dans les six communes du Congo, auprès des personnes âgées de 15 ans et plus :

<https://www.uneca.org/sites/default/files/images/ORIA/CP/congo.pdf>

⁵ <https://lesechos-congobrazza.com/economie/2399-brazzaville-cout-de-la-vie-le-panier-de-la-menagere-de-plus-en-plus-difficile-a-garnir>

⁶ Ces données se réfèrent à l'année 2019.

⁷ Ces données se réfèrent à l'année 2019.



« Il n'y a pas seulement les fonctions publiques qui peuvent faire la valeur d'un homme. Dans le bois, on peut trouver sa vie. Ce métier, une fois que l'on l'a appris, peut faire aussi voyager : au Gabon, au Cameroun, c'est toujours le bois. Mes enfants fréquentent l'école. Le temps que je travaille, je suis là pour les soutenir. J'ai une fille qui est à l'université, elle étudie le droit. C'est ce qu'elle a préféré. Elle va être avocat et bon, c'est son choix ! »

**Bienvenu GBA LONDO
Usine Bois Lourds, IFO**

Au fil du temps, la présence de la société a attiré au village de Ngombé une population estimée à 10'000 habitants. La création d'emplois, les formations professionnelles et l'accès à des services de base de qualité ont permis à INTERHOLCO de désenclaver le village de Ngombé, situé à plus de 900 km de distance de la capitale, Brazzaville :

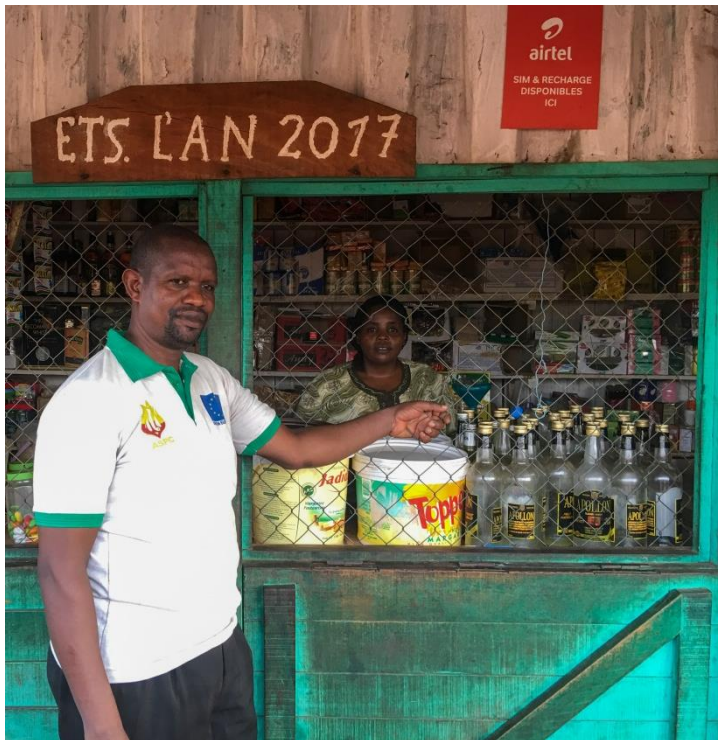
- 79% de la population a moins de 35 ans
- 88% est de provenance locale, 2% provient d'autres pays
- 1'214 travaillent pour la société en 2019
- les personnes ayant droits liés à la société sont environ 7'500

La présence d'INTERHOLCO crée également des emplois indirects. Pour investir dans le développement d'infrastructures et garantir l'accès à des services de base, dont des écoles, un centre médico-social, une bibliothèque, des logements, l'accès à l'eau potable et à l'électricité, INTERHOLCO alimente la vente des matériaux et l'offre des services correspondants. A titre d'exemple, INTERHOLCO investit plus de 35% de son chiffre d'affaires annuel dans des fournisseurs locaux de services (par exemple, transport, etc.) et de fournitures (par exemple, carburant, pièces détachées, nourriture, etc.). Tout cela, développe un marché local et sous-régional.



**Au village de Ngombé
on peut acheter
du papier FSC
chez Madame Mariane**

En raison de sa proximité géographique avec des pays fragiles et touchés par des conflits, RoC accueillait 54'000 réfugiés et demandeurs d'asile à la fin de l'année 2016,⁸ pour la plupart originaires de la RDC, de la République centrafricaine et du Rwanda. Les magasins présents au village de Ngombé sont gérés par des commerçants de nationalité ruandaise, camerounaise et congolaise qui ont trouvé leur vocation dans les services rendus à la population : des salons de coiffure, où les clientes choisissent leur coiffure à l'aide d'une tablette ; des cafés et restaurants ; des discothèques ; un marché ; des ateliers de couture ; des épiceries ; de petits commerces ; plusieurs églises et mosquées ; des quincailleries ; des revendeurs de cartes ou de crédit téléphonique...



‘On a quitté le Rwanda en 1994 ; on est resté au Zaïre jusqu’en 1997 ; après on est venu au Congo. Au Rwanda j’avais des activités commerciales et ici j’essaie de faire de même. On se bat pour nous enfants qui sont à l’école à Brazzaville. On a trois enfants, nés en 1999, 2004 et 2011. Les soutenir demande beaucoup de moyens. Chez nous ici on vend du pain, des boissons, du riz – les produits de base, par rapport aux demandes des clients. Un sac entier de riz, soit 25 kilos, on l’achète à 25'000 FCFA – c’est le produit le plus couteux.’

Jean-Marie Vianey ZABILINDA
Refugié rwandais gérant un magasin
de genres alimentaires
au village de Ngombé depuis 2014

INTERHOLCO assure également la construction et l'entretien de routes permanentes. Selon la Banque Mondiale, *‘les routes sont les artères palpitantes de l'économie. En reliant les producteurs aux marchés, les travailleurs aux emplois, les étudiants aux écoles et les malades aux hôpitaux, les routes sont essentielles à tout programme de développement.’*⁹ En octobre 2019, le Directeur Générale de la société IFO (filiale de INTERHOLCO) a signé un accord avec l'état congolais. Objectif : participer à la construction d'une route devant relier le nord du pays directement avec le port de Pointe Noire.. Cette route mesurant 1'460 km était la route principale quittant Brazzaville pour le nord du pays, quand la Route Nationale 2 n'était pas encore bitumée. Une fois achevée, la route permettra de franchir la rivière Alima en bac. Depuis plus de 20 ans, la traversée sur la rivière Alima s'effectue à l'aide d'une pirogue.

⁸ Données issues de United Nations High Commissioner for Refugees, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés.

⁹ Claudia Berg, Uwe Deichmann, Harris Selod 'How Roads Support Development', World Bank blogs : <https://blogs.worldbank.org/developmenttalk/how-roads-support-development>

Solution #2 : Une infrastructure de base de qualité assurée à 16'000 habitants accès sans frontières à la santé. Toute catégorie sociale est accueillie auprès du Centre médico-social de la société. Un protocole interne permet aux groupes vulnérables d'utiliser les services médicaux à titre gratuit.



La situation sanitaire est au cœur des enjeux de développement social et économique d'un pays. L'alliance mondiale pour les personnels de santé de l'OMS signale que le Congo compte une faible densité des agents de santé : 0,28 médecin et 1,91 infirmière et sage-femme pour 10'000 habitants. Les zones rurales du nord du pays ont le moins d'agents de santé, en particulier les médecins (1,1%-2,6%). La répartition géographique est inéquitable : 66% des médecins, 42% du personnel paramédical, et 28% des lits d'hôpitaux sont situés à Brazzaville, où vit 37% de la population.¹⁰

Le paludisme reste la première cause de consultation et d'hospitalisation des enfants au Congo où la maladie tue chaque année environ 21'000 enfants de moins de 5 ans.¹¹ Bien que les statistiques soient incomplètes, une analyse¹² de la London School of Hygiene and Tropical Medicine¹³ pour l'OMS estime que les médicaments antipaludiques de qualité inférieure et les faux médicaments pourraient causer 116'000 décès supplémentaires chaque année. Les scientifiques suggèrent que les médicaments de mauvaise qualité contribuent de manière importante aux taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans. Le Congo est tributaire de l'étranger pour les médicaments. Si la prolifération de produits médicaux de qualité inférieure ou falsifiés¹⁴ est un marché très lucratif à l'échelle mondiale, 42% des signalements proviennent d'Afrique subsaharienne, 21% des Amériques et 21% de la région européenne.

Afin de s'attaquer au phénomène, INTERHOLCO diversifie l'achat des médicaments selon un processus de diligence raisonnée. Que ce soit des fournisseurs au niveau du Congo ou sur le plan international, INTERHOLCO accorde sa préférence à ces qui sont également utilisés par des ONG renommées, des bailleurs internationaux et même par l'OMS.

Le Centre Médico-Social (CMS) géré par INTERHOLCO, situé dans le village de Ngombé, a pour objectif d'assurer l'accès de la population riveraine à des services de santé essentiels. Le CMS est dirigé par un médecin chirurgien formé à la Faculté des Sciences de la Santé de Brazzaville.



Le personnel qualifié du CMS compte plus de 20 personnes. Le CMS dessert directement les habitants de Ngombé ainsi que les habitants de la forêt de Ngombé, y compris les peuples autochtones, qui jouissent d'un accès gratuit aux soins.

En 2019, le CMS a accueilli plus de 12'500 patients issus de toute catégorie sociale

A titre de comparaison, à Ngombé se trouve également un Centre de santé intégré (CSI) construit par l'état, pourtant dépourvu d'accès à l'eau et à l'électricité. En 2019, le CSI avait pour responsable un infirmier assisté de trois personnes. Les bénévoles de l'association 'Ewawa', fondée par des employés de IFO, interviennent avec une aide financière afin de soutenir les personnes en détresse.

¹⁰ <https://www.who.int/workforcealliance/countries/cog/fr/>

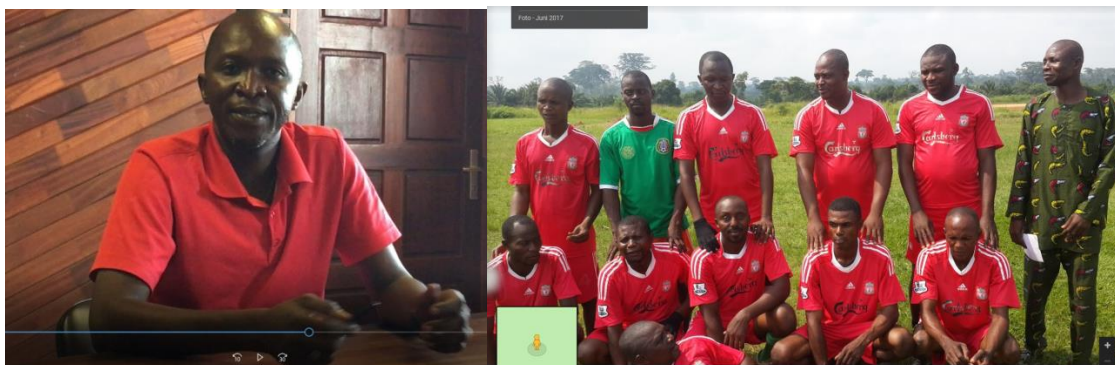
¹¹ J.E., Moboula, *Impact des dépenses de santé sur le paludisme de l'enfant de moins de cinq ans et la mortalité infanto-juvénile*, in **Population, santé et développement au Congo**, L'Harmattan, 2014

¹² 'Étude de l'impact socioéconomique et sur la santé publique des produits médicaux de qualité inférieure et falsifiés', Organisation Mondiale de la Santé 2018 :

https://www.who.int/medicines/regulation/ssffc/publications/SE-Study_FR.pdf

¹³ <https://www.lshtm.ac.uk/research>

¹⁴ Depuis 2017, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a abandonné le terme de contrefaçon, largement lié à la notion de droit de propriété intellectuelle, pour celui de « *produit médical de qualité inférieure ou falsifié* », plus adapté aux enjeux de santé publique.



'L'association porte le nom 'Ewawa', ça veut dire 'Fatigué, fatigué' en Lingala. Ce sont des anciens amis, des joueurs de football qui ont pensé créer un groupe de soutien, d'amitié, de solidarité. On se retrouve tous les dimanches et d'abord on joue, puis on parle et on essaie de trouver des solutions. Parmi les Ewawas il y a des hommes et des femmes. Nous avons des cotisations mensuelles, à hauteur de 1'000 FCFA par membre. Si un ami est malade et hospitalisé et qu'il doit rester plus de trois jours à l'hôpital, nous nous cotisons chacun 1'000 FCFA. Quand il y a un événement heureux, comme le mariage coutumier d'un membre, on cotise 5'000 FCFA chacun. Si c'est un mariage officiel, on cotise 10'000 FCFA chacun. Quand un membre est éprouvé par un événement, que ce soit douloureux ou heureux, les amis viennent l'aider. Puis, on peut jouer pour garder la santé et son bien-être.'

Mr. Sami MBOTE

Cartographe au Service aménagement et environnement, IFO



En mars 2019, INTERHOLCO a participé à la campagne nationale de vaccination contre la rougeole, mettant le personnel et les voitures du CMS à la disposition de plusieurs familles autochtones vivant hors du village de Ngombé et de leurs enfants.¹⁵

Madame Ayoko, sage-femme du CMS de INTERHOLCO, avec une maman autochtone et son enfant, lors de la campagne nationale contre la rougeole

Le matériel et les vaccins utilisés étaient fournis par GAVI l'Alliance du Vaccin, l'UNICEF et l'OMS, permettant ainsi à la campagne d'atteindre des communautés d'accès difficile avec des médicaments et des vaccins visant la protection des enfants âgés de 9 mois à 14 ans. D'après l'avis de l'OMS, la rougeole est une maladie très facilement évitable mais qui peut se révéler mortelle. La rougeole est extrêmement contagieuse, plus qu'Ebola, la tuberculose ou la grippe. Une fois contractée, il n'existe pas de traitement spécifique. Le vaccin est donc vital pour les enfants.

"Grâce à cette campagne de vaccination, les enfants congolais seront protégés contre l'une des plus graves menaces sanitaires qui pèsent sur les enfants partout dans le monde"¹⁶

Dr Matshidiso Moeti

Directeur régional de l'OMS pour l'Afrique

¹⁵ <https://interholco.com/fr/medias/actualites/183-le-bois-qui-protège-les-enfants-des-forets>

¹⁶ <https://www.afro.who.int/fr/news/la-republique-du-congo-vaccinera-plus-de-deux-millions-200-mille-denfants-ages-de-9-mois-14>

Solution #3 : Une éducation sensible aux spécificités culturelles des enfants autochtones et des formations professionnelles de qualité mettent 16'000 habitants en capacité de choisir leur parcours de vie.



L'Afrique sub-saharienne a réalisé les progrès les plus importants sur le plan du taux de scolarisation dans l'enseignement primaire, passé de 52 % en 1990 à 78 % en 2012 et ce, parmi toutes les régions en développement¹⁷.

En ce qui concerne le niveau d'instruction, la République du Congo est considérée comme l'un des pays les plus scolarisés de la sous-région Afrique Centrale. Le taux brut de scolarisation au primaire est de 89%, au collège de 64,9%, et au lycée de 32%. Mais se pose un problème de qualité de l'éducation et de l'adéquation formation emploi, ainsi que des problèmes d'inégalité en défaveur du monde rural et des populations autochtones.¹⁸ Les données concernant le taux d'alphabétisation des adultes, montrent un écart entre les hommes avec un taux d'alphabétisation de 86,1%, et les femmes avec un taux d'alphabétisation de 74,6%.¹⁹



« Je viens de Pointe Noire. Mon père travaillait dans la société pétrolière Total. On se disait, grâce au pétrole, les gens peuvent bien vivre. Mais quand je suis venue rejoindre mon mari ici, j'ai trouvé que la forêt c'est une grande richesse pour le pays et pour notre foyer. Grâce à la forêt, on a réussi à faire voyager nos enfants : ils sont partis étudier en Côte d'Ivoire, au Sénégal. J'ai même une fille qui est allée vivre en France. La forêt représente tout pour nous. »

Diane TCHIKAYA
Assistante administrative à la Direction Générale, IFO

INTERHOLCO contribue à l'entretien de l'école officielle du village de Ngombé. Pour l'école maternelle, la société a mobilisé le soutien de l'UNICEF. L'école autochtone construite par la société au village de Ngombé Carrefour, peut compter sur le soutien de l'UNICEF (apport fournitures scolaires et salaires des enseignants) et du PAM (denrées alimentaires pour la cantine scolaire). Dans l'année scolaire 2018-2019, 144 élèves autochtones âgés de 6 ans et plus dont 88 garçons et 52 filles ont fréquenté l'école.



Elèves de l'école autochtone de Ngombé Carrefour

¹⁷ <https://www.africa.undp.org/content/rba/fr/home/sustainable-development-goals/goal-4-quality-education.html>

¹⁸ <https://www.cg.undp.org/content/congo/fr/home/library/poverty/etude-sur-la-vulnerabilite-de-l-economie-congolaise-et-ses-persp1.html>

¹⁹ <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/cf.html>

S'agissant de l'école autochtone, la société a pris en charge la construction des bâtiments et des classes, l'entretien, l'équipement en bancs et en bureaux, la construction d'une cantine scolaire et d'un puits d'eau potable, ainsi que les primes pour les deux enseignants, dont 1 homme et 1 femme et pour le directeur de l'école.

Il existe en République du Congo un important déficit dans le domaine de la **formation professionnelle et qualifiante**. Les entreprises ne trouvent pas suffisamment de personnel formé dans différents domaines des métiers de la forêt, du bois et de la faune. Les formations sur place en continu restent, depuis des années, le meilleur atout stratégique. Outre les procédures prévoyant le mentorat (briefing, accompagnement et formation d'un nouvel employé par un ou plusieurs employés plus chevronnés, devant en développer les capacités et en vérifier les aptitudes), INTERHOLCO organise également de faire évoluer le personnel, en lui confiant d'autres missions, afin d'optimiser les capacités de tout un chacun (y compris, de changer ou adapter les missions, en cas de maladie).

INTERHOLCO met en place non seulement des formations axées sur le respect de la réglementation au travail (anti-corruption, Code de Conduite, HSE, droits humains, certification), mais aussi des formations professionnelles, pour engager la confiance envers des personnes capables d'évoluer au sein de l'entreprise. Deux **nouveaux cycles de formations** ont débuté en Septembre 2019. Ces formations visent l'acquisition de compétences permettant aux apprentis d'être embauchés et aux employés d'accéder à une catégorie supplémentaire. La durée est de 2 années et consiste en 100 heures de cours théoriques et 3 mois de cours pratiques par année. La partie théorique des cours est dispensée par le personnel ayant le niveau de compétences requises – le cas échéant, Monsieur Joss LAHADY, de nationalité malgache, qui est venu renforcer les équipes de l'atelier maintenance.



« J'avais appris à devenir comptable, au lycée technique. La guerre de 1997 m'a fait fuir Brazzaville ; la famille s'est dispersée. Je n'ai pas pu finir le cycle d'apprentissage. Je n'étais qu'un simple chômeur, un débrouilleur. A IFO, je me suis converti en forestier. Des anciens forestiers m'ont formé. Il fallait former les équipes de pistage et j'ai été sélectionné parmi les meilleurs. Après trois mois, j'ai été nommé chef d'équipe, vu mes capacités à apprendre les choses. Au sein de la société IFO je suis syndicaliste, délégué du personnel et je fais partie de l'équipe sécurité au travail. Je suis marié et père de 6 enfants. »

Calixte ITOUA ONDZE
Chef des équipes de pistage, avec IFO depuis 2004

Solution #4 : L'eau potable est disponible pour tous à titre gratuit, au village de Ngombé ; les eaux et les sols peuvent être utilisés en toute sécurité par les habitants, grâce à l'assainissement contrôlé des eaux usées.



La République du Congo dispose d'un réseau hydrographique parmi les plus denses au monde et sa pluviométrie est abondante, avec un potentiel de 88'196 m³ par an et par habitant. Toutefois, l'insuffisance des infrastructures de base entraîne de véritables pénuries. Alors que seulement 60% de l'Afrique subsaharienne est alimentée en eau potable en 2008,



la République du Congo se situe en dessous de cette moyenne, avec 47% d'accès à l'eau potable estimé en 2005 en zone urbaine et 16% en 2010 en zone rurale. Favoriser l'accès à l'eau potable à 90% de la population rurale congolaise, tel était le défi que l'état congolais s'était fixé par l'initiative 'Eau pour tous', lancée en 2013. Au fil du temps, le projet mis en route par une entreprise brésilienne s'est trouvé confronté au faible entretien

des installations : état défectueux des robinets, vol des kits solaires, dysfonctionnements techniques.

D'après un rapport du Global Water Partnership, RoC manque « d'infrastructures de production (usines, stations. de pompage...), de traitement (produits chimiques notamment), de stockage (châteaux d'eau), de distribution (canalisations, bornes-fontaines) et de commercialisation (robinetterie) ». Aujourd'hui, l'accès à l'eau se fait essentiellement par des réseaux informels, notamment grâce à des forages privés.²⁰

INTERHOLCO a voulu, par le biais de 8 fontaines, livrer quotidiennement de l'eau potable gratuite aux 10'000 habitants de Ngombé, facilitant l'accès de tous, mêmes des personnes plus démunies, à de l'eau salubre. Chaque fontaine est gérée par une femme résidente à Ngombé, qui reçoit une tenue et une rétribution de la part de la société. L'approvisionnement est encouragé dans certaines heures, par une signalisation sur chaque fontaine. Objectif : éviter tout gaspillage d'une ressource précieuse.

Pour s'offrir une bouteille d'eau d'1,5 l en République du Congo le prix moyen est de 0.77 EUR. Garantir l'accès gratuit à de l'eau potable réduit sensiblement les coûts pour les ménages outre à diminuer l'impact environnemental des bouteilles en plastique.

S'agissant de l'assainissement des eaux usées (domestiques, pluviales et industrielles), le site industriel dont INTERHOLCO est responsable en RoC vérifié qu'il n'y a pas de pollution des eaux avant d'être rejetées dans le milieu naturel, afin de



prévenir le risque de détériorer l'environnement. La société effectue quotidiennement des analyses d'eau, notamment, l'acidité/ basicité (6.5 pH > x < 9 pH). IFO effectue aussi régulièrement des analyses de ses eaux de rejets, notamment la DBO / DCO (Demande Biologique / Chimique en Oxygène, au maximum de 25 mg/litre), un indicateur pour vérifier la contamination de l'eau avec des produits organiques). Les normes utilisées par IFO sont les mêmes qu'en Europe, fixées par l'Union Européenne, en l'absence d'un cadre spécifiques en République du Congo. Les analyses régulières des différents

paramètres des eaux potables et des eaux de rejets, ont montré qu'en 2019, les valeurs sont restées en deçà des seuils fixés par

²⁰ <https://observers.france24.com/fr/20140228-congo-eau-est-partout-sauf-robinets-brazzaville-djiri-ii>



les normes européennes. Les toilettes dans le camp des ont liées à des fosses septiques et puisards afin d'éviter la pollution.

« Même si je suis célibataire, travailler chez IFO me permet d'être totalement indépendante et de continuer à aider ma famille. »

Jeanne Victoria Nouzolo
Responsable des fontaines publiques au
village de Ngombé depuis 2014

Solution #5 : Un système de management intégré HSE est en place, afin que plus de 1'000 travailleurs soient en sécurité, dans le respect des normes internationales. Les sous-traitants travaillant sur le site sont eux aussi instruits sur les mesures à prendre par des formations qui se tiennent également en langues locales.



Le métier de la forêt est avant tout passion et professionnalisme: « Il y a une différence entre la *personne* (qui je suis, mon identité, mon nom) et la *personnalité* (les fonctions que l'on a au sein de l'entreprise, le titre). Je travaille comme je veux que mon travail devienne et non pas comme mon titre », ne cessait de mettre en lumière le feu Jean-Paul BELINGA ZE, Chef d'exploitation avec IFO jusqu'à 2019. Ingénieur forestier de nationalité camerounaise, il était connu pour son dévouement exemplaire à un métier qu'il aimait bien. INTERHOLCO déplore son décès par accident de voiture, survenu en 2019.

D'après l'OIT, la foresterie continue d'être un des secteurs industriels les plus dangereux qui soient dans la plupart des pays, ayant un risque d'accidents du travail élevé, tant en fréquence qu'en gravité.

Entre 2017 et 2019, le site de production d'INTERHOLCO a connu une hausse de la fréquence des accidents du travail. Les salariés âgés ont eu moins d'accidents que les jeunes, mais d'une gravité plus grande.

En matière de **sécurité au travail**, INTERHOLCO a pris des mesures strictes. Un nouveau responsable HSE issu du milieu pétrolier a été recruté au vu de ses compétences et de sa maîtrise du français et du lingala.

Après avoir dressé une analyse des risques, le responsable HSE a élaboré, en étroite concertation avec INTERHOLCO, des procédures assez détaillées, tenant compte des directives de l'OIT en matière de sécurité et santé dans les travaux forestiers. INTERHOLCO a ainsi mis en place un système de management intégré HSE selon les exigences de normes internationales reconnues : ISO 9001 pour la qualité ; OHSAS 18001 (équivalent à la norme ISO 45001) en matière de santé et sécurité ; et ISO 14001 s'agissant du management de l'environnement.

Les procédures HSE ciblent l'entièreté du site de production, tant en forêt que dans les ateliers de transformation. Les sessions de rappel ciblent les employés et les sous-traitants, afin de s'assurer qu'ils soient correctement instruits des risques associés à leur activité et formés aux précautions nécessaires à prendre pour éviter les accidents et les atteintes à la santé. La sécurité passe par la prévention, de la récolte différenciée des déchets à la séparation des routes piétonnières de celles parcourues par des engins lourds, sans négliger la sécurisation des routes avec une signalisation par panneaux adaptée.





Des investissements conséquents ont permis l'achat de tenues de protection adaptées aux risques entraînés par les activités tout comme d'un équipement adapté à répondre au risque d'incendies, d'accidents, de blessures. Les dotations sont inspectées régulièrement afin d'en vérifier l'état de conservation et le bon fonctionnement ; un système de suivi est en place.

Une trentaine de secouristes, organisés en deux équipes, se tiennent prêts à intervenir en tout moment du jour et de la nuit. Ils disposent de téléphones satellitaires afin de lancer des alertes partout dans le site, en particulier en cas d'incendie. Les rappels des secouristes prévoient également des sessions théoriques, outre des exercices pratiques simulant des urgences.

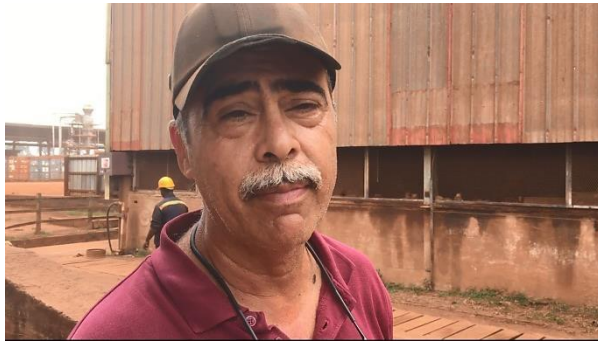
En forêt, les formations se tiennent avant le début des tâches journalières. Le Chef Environnement, social et certification, le Chef HSE et le Chef d'exploitation rappellent l'ensemble des critères et de sécurité, donnant des explications en lingala. Le lingala a été choisi parmi les langues officielles diffusées en RoC au vu de son statut de '*lingua franca*', maîtrisée depuis la naissance par l'ensemble du personnel local. Son utilisation assure une meilleure compréhension de la démarche, car pas tous les employés n'ont la même compréhension de la langue française. Des questions posées aux équipes sur des exemples concrets permettent aux employés d'avoir des réponses claires et de corriger toute information erronée dans une démarche pédagogique. A la fin de la formation, les équipes reçoivent des fiches récapitulatives plastifiées, à utiliser comme référentiel.



Formation avec l'équipe des pisteurs (à gauche) ; chaque trousse de premier secours (à droite) contient une liste des médicaments avec la date et les instructions ; les médicaments usés ou périmés, sont remplacés au fur et à mesure

Une trousse de secours est présente dans chaque véhicule et dans chaque unité de travail ; son contenu est adapté à prévenir les dangers liés aux activités ; chaque article est noté dans une liste, des instructions de base rappellent la façon d'utiliser les médicaments présents et des contrôles réguliers effectués par le Chef HSE assurent le remplacement des produits.

Le personnel de l'atelier mécanique et du garage du site de production veille au quotidien à ce que tout le parc roulant, dont les engins lourds et les véhicules, soit maintenu en bon état de marche avec les conditions de sécurité nécessaires.



« Le savoir-faire des gens c'est arriver à monter quelque chose qu'ils ne savaient pas faire cinq ans arrière. C'est un plaisir de le voir. C'est une réussite, de les voir avancer sur le métier qu'ils font. Ce n'est pas facile : ça vient de beaucoup d'heures d'application, de moments difficiles. Mais à la fin, quand ils arrivent à un résultat positif, c'est assez bien. C'est gratifiant ! »

Rui Pimenta
Chef du garage, IFO

En matière de prévention du risque, les contrôles s'étendent au village de Ngombé, où INTERHOLCO construit des logements donnés aux employés à titre gratuit. Des équipes de secouristes se rendent sur place une fois par semaine, sans préavis, afin de constater l'état de propreté des maisons. Des sensibilisations au risque d'incendies sont également effectuées auprès des villages, avant le début de la saison sèche, afin de réduire sensiblement la menace de feux en forêt.



« Nous avons mis en place un plan d'action interne qui va nous permettre de répondre aux urgences. Chaque mois, j'étudie les causes des accidents au travail. On tient des sensibilisations partout, même là où il n'y a pas eu d'accidents. Au fait, les formations se tiennent également en Lingala. Que ce soit en forêt ou à l'usine, tout le monde va alors comprendre l'intérêt et la pertinence de la sécurité. Nous expliquons au gens que la sécurité c'est l'affaire de tous : « Faites attention aux consignes de sécurité, parce que personne ne veillera à votre sécurité si ce n'est pas vous-même. »

Erice KIMBEMBE
Chef Hygiène, Sécurité et Environnement, avec IFO depuis 2017

Solution #6 : Les communautés autochtones ont les moyens de préserver leur culture et leur style de vie, grâce à la mise en place d'un mécanisme connu sous le nom de CLIP, visant l'information préalable et la participation de tous les habitants des villages à la prise des décisions.

« Le CLIP n'est pas une procédure symbolique et ponctuelle, mais un engagement bilatéral répété et un processus d'apprentissage pour les deux parties. Chaque communauté est unique, chaque peuple possède une culture et des normes différentes, et par conséquent chaque procédure visant au CLIP est individuelle. »²¹

Greenpeace

²¹ 'Le consentement libre, informé et préalable des peuples autochtones', paru sur le site de Greenpeace France : <https://www.greenpeace.fr/consentement-libre-prealable-eclairé-clip/>



Selon une estimation, l'Afrique compte environ 50 millions d'autochtones. On estime que 8 % de la population congolaise totale est composée d'autochtones, ce qui représente environ 400'000 personnes.²² La plupart des communautés autochtones (souvent connues sous le nom de Baka) vivent dans le nord du Congo (départements de la Likouala et de la Sangha) et constituent un segment très vulnérable de la population, particulièrement exposé à l'insécurité alimentaire, à la malnutrition et à la pauvreté. Les populations autochtones dépendent de l'agriculture pluviale et de l'environnement naturel pour leurs revenus et leur nutrition. Leurs moyens de subsistance et leur sécurité alimentaire sont donc très sensibles au climat.



'On l'appelle 'nina' en Lingala. Bien qu'il soit moche, ce poisson est assez prisé, ayant assez de goût. Au marché de Ngombé on peut le vendre à 1'000 FCFA par kilo. On le sert avec de la sauce de tomate, accompagné de pâte d'arachides.'

Un pêcheur rencontré au bord de la rivière Kondeco la deuxième rivière la plus importante dans la forêt de Ngombé



'Je suis catéchiste dans la mission catholique, qui compte près de 90 fidèles. Attention est un village cosmopolite, rassemblant plusieurs tribus. Je vis de la viande de forêt, de la pêche et des champs – de tout ce qui est à mon niveau.'

**Thierry MOUANAGNO
natif d'Attention**

D'après une enquête menée auprès des Baka résidant au Cameroun, lorsqu'il y a un litige opposant un autochtone à un bantou, le droit coutumier qui est appliqué est selon la coutume bantou et cela pose problème.²³ En 2011, la République du Congo est devenue le premier pays d'Afrique à adopter une loi spécifique portant promotion et protection des droits des populations autochtones.²⁴ Cependant, la relation entre les communautés locales (souvent appelées « bantous ») et les populations autochtones est basée sur des alliances économiques inégales fondées sur des activités spécifiques telles que l'agriculture ou la chasse. Ces relations privilégient souvent les intérêts économiques des communautés locales par rapport à ceux des populations autochtones. Les femmes autochtones ont encore moins de possibilités économiques et sont donc encore plus vulnérables que les hommes autochtones.

²² Programme pour l'Alimentation Mondiale, Bétou.

²³ <https://www.voafrique.com/a/la-détresse-des-peuples-autochtones-du-cameroun/5034265.html>

²⁴ https://www.un.org/esa/socdev/unpfii/documents/2013/Media/Fact%20Sheet_Africa_%20UNPFII-FR-12.pdf

Avec plus de 16'000 habitants issus de communautés locales et peuples autochtones vivant au sein de la forêt de Ngombé, INTERHOLCO reconnaît et utilise le concept du **'Consentement Libre et informé au préalable (CLIP),** ou **Free, Prior Informed Consent en anglais (FPIC)**²⁵ tel que défini par l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones²⁶, tel qu'adopté par l'Organisation internationale du travail (OIT)²⁷ et tel que mis en œuvre par le FSC²⁸. Le CLIP a été élaboré par la communauté internationale avec pour objectif de protéger l'intégrité culturelle, les moyens de subsistance et les droits, y compris les droits coutumiers et traditionnels des peuples autochtones et des communautés locales et, surtout, le droit des peuples autochtones à l'autodétermination.



Le CDHD, ONG congolaise experte en matière de respect des droits humains, accompagne INTERHOLCO dans la mise en œuvre du CLIP depuis 2014, d'autres ONGs ont supporté IFO depuis 2008 pour le suivi-évaluation des relations avec les communautés locales et populations autochtones.

Le CDHD a signalé que dans le contexte du Congo où la terre appartient à l'Etat, les lois en vigueur permettraient aux communautés locales ou aux peuples autochtones (CLPA) suivant la loi sur les populations autochtones (Loi n° 5-2011)²⁹, et à partir des normes d'aménagement, d'être consultés, d'examiner et d'analyser la réalisation de l'activité proposée par une société et ainsi d'avoir une influence sur les impacts potentiels, mais il est difficile à refuser l'activité. Ainsi, IFO applique le CLIP afin de suivre les exigences de FSC .

Pour faire face à cette difficulté, INTERHOLCO a choisi de recueillir le CLIP avant l'ouverture de la récolte annuelle, et d'inclure les communautés de chaque village concerné dans un processus CLIP, préparé pendant plusieurs mois.

L'équipe sociale facilite le dialogue entre la société et les villages, selon une démarche participative associant étroitement les CLPA au processus. Dans un premier temps, l'équipe sociale a des séances séparées par groupes : hommes et femmes. Ensuite, tout le village se réunit et l'équipe sociale veille à ce que chacun soit bien informé et ait la chance de se prononcer. Et comme certains membres du village partent en forêt pour la chasse ou la cueillette, ou cultivent les champs environnants, l'équipe sociale visite le même village plusieurs fois. Le processus est si long que l'équipe sociale commence les consultations au moins un an avant le début de la récolte dans une nouvelle assiette, afin de respecter les délais.

²⁵ Free Prior Informed Consent (FPIC);

https://en.wikipedia.org/wiki/Free,_prior_and_informed_consent

²⁶ L'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones (United Nations Permanent Forum on Indigenous Issues, UNPFII); <https://www.un.org/development/desa/indigenous-peoples-fr/>

²⁷ ILO Convention 169 on Indigenous and tribal peoples is an international treaty adopted by ILO in 1989; <https://web.archive.org/all/20111031202527/http://www.ilo.org/ilolex/cgi-lex/convde.pl?C169>

²⁸ FSC guidelines for the implementation of the right to free, prior and informed consent (FPIC); <https://fsc.org/en/document-center/documents/23275b28-3697-420e-9316-4092eeab1498>

²⁹ Loi n° 5-2011 du 25 février 2011 portant promotion et protection des peuples autochtones



‘Quand il est temps de récolter des arbres près d’un village, IFO vient auprès du village embaucher des personnes. On identifie les personnes guides ou des cartographes locaux qui peuvent accompagner l’équipe de IFO afin de leur montrer les zones importantes pour nous, là où IFO va récolter les arbres. Grâce aux équipes qui se déplacent sur le terrain, on a protégé les lianes, les arbres fruitiers et toute plante médicinale qui est importante pour soigner les gens. On fait la peinture de ces plantes. Cela se fait dans le cadre du partage des bénéfices.’

En fait, la récolte doit bénéficier au village et à IFO.’

Gabriel BITANDA

habitant du village de Lengoué



Par le CLIP, INTERHOLCO vient solliciter le point de vue des CLPA en connaissance de cause. Pour ce faire, l’équipe sociale met à la disposition des CLPA toutes les informations liées à l’activité forestière à réaliser dans leur terroir villageois. C’est la phase de sensibilisation, de consultation (à l’aide des procédures, fiches didactiques, etc.), incluant les impacts de l’activité dans leur vie sociale, culturelle, environnementale et économique. Donner les informations avant de commencer l’activité forestière est indispensable, pour permettre aux CLPA de réfléchir, d’examiner, d’analyser, d’accepter ou de refuser la réalisation de l’activité proposée. L’équipe sociale doit donner aux CLPA le temps de réfléchir et de donner librement leur consentement. Aucune forme de pression, influence, intimidation ou manipulation n’est admissible.

Trois points de vue des CLPA peuvent être pris en compte dans le cadre des discussions sur le consentement :

- 1- Un consentement pour la poursuite de l’activité avec ou sans condition.
- 2- Un refus avec des conditions qui implique une négociation.
- 3- Un refus catégorique sur l’activité à réaliser.

L’une des étapes nécessaires pour l’obtention du CLIP est la réalisation de la cartographie participative. La cartographie participative est un processus d’élaboration de cartes visant à mettre en lumière l’association entre la terre, les ressources hébergées par la forêt et la population riveraine, dont les CLPA. Cela passe par les connaissances, l’utilisation culturelle de certaines ressources (arbres, plantes, rivières, animaux), l’identité et l’histoire.



Le CDHD a témoigné que grâce au dialogue et à l’échange, entre 2018 et 2019 l’équipe sociale est parvenue à réaliser des dizaines de cartes de façon participative. Comme CDHD l’a observé, l’une des finalités du CLIP est le partage des bénéfices à l’issue de la négociation. Dans le cadre des bénéfices à correspondre aux villages directement concernés par la récolte de bois annuelle, INTERHOLCO ne rémunère pas chaque habitant à titre individuel. Les bénéfices dus aux villages se traduisent en cahiers de charges, en plus des contributions versées au Fonds de développement local. Les communautés gèrent ce Fonds de façon autonome par le biais de leurs représentants. C’est-à-dire que les communautés choisissent les projets qu’elles souhaitent soutenir. Pas tout n’est simple et des jalousies peuvent surgir.

‘L’équipe sociale nous avait donné des moyens pour effectuer un rituel sacré pour les ancêtres, dans l’ancien village, là où il y a une chute d’eau. Après nous sommes rentrés, mais j’ai eu une grande fièvre ; les esprits n’étaient pas contents parce que je n’ai pas eu beaucoup d’argent et ils m’ont tapé. J’étais vraiment très malade !’

Une personne autochtone

‘Nous avons cultivé les champs et fait la première récolte de manioc. Nous attendons maintenant l’arrivée de la pluie pour aller de l’avant. Nous sommes contents de l’appui que nous avons reçu. Le projet nous aide à vendre des produits et à avoir un peu d’argent. Les champs nous aident à acheter des médicaments quand nous sommes malades, à acheter des habits, la marmite pour la cuisine... Les champs produisent bien, avec de bons tubercules. Nous allons solliciter un autre financement pour élargir nos activités.’

Dame autochtone



Solution #7 : Le « Bois durable Made in Africa » permet de souder un Pacte Vert non seulement avec les forêts et le climat, mais aussi avec 16’000 habitants d’une région réculée et les habitants des villes, souhaitant un matériau certifié, bio-sourcé et sain, partout dans le monde.



D’après la STTC (Coalition européenne pour les bois tropicaux), un engagement de l’Union européenne en faveur des bois tropicaux durables pourrait contribuer à des **chaînes d’approvisionnement exemptes de déforestation** et aider à atteindre les **objectifs de mitigation du changement climatique** : « Afin d’obtenir les effets susmentionnés, les ONG, les gouvernements et le secteur privé des pays de l’UE importateurs de bois doivent non seulement s’engager à s’approvisionner à 100% en bois tropical durable certifié, mais aussi promouvoir l’utilisation de bois tropical durable et encourager la croissance du marché. »³⁰

En 2019, INTERHOLCO a participé à une consultation publique lancée par l’Union européenne en matière de **déforestation et dégradation des forêts**³¹, tout en rappelant, d’une part, **le caractère holistique de la gestion durable des forêts naturelles en Afrique**, au vu de la coexistence de plusieurs paysages : **économique, social, environnemental** et **réglementaire** ; de l’autre, l’urgence d’adopter des mesures réglementaires et financières adaptées à l’égard des acteurs responsables de la filière bois tropicaux.³² Entre 2017 et 2019, INTERHOLCO a également sensibilisé la communauté internationale à **la contribution de la GDF aux ODD** et à **l’Accord sur le climat de Paris** lors de conférences internationales de haut niveau (High-level Conference on Deforestation / FAO, Italy ; Innovation Forum / Londres ; Swiss Green Economy Symposium / Suisse).



³⁰ <https://www.gtf-info.com/wp-content/uploads/2019/12/IDH-Market-Report-GTF-Probos-Nov-2019-FINAL.pdf>

³¹ https://ec.europa.eu/environment/forests/eu_comm_2019.htm

³² <https://interholco.com/en/rss-feed-en/20-company-2019/159-political-financial-and-economic-strategies-critical-to-fight-deforestation>

INTERHOLCO a lancé la campagne 'Fair&Precious' en 2017, avec d'autres producteurs de bois respectueux des plus hauts standards de durabilité.³³ L'initiative, portée par l'ATIBT avec le soutien de l'Allemagne et de la France, cible les principaux pays importateurs de bois d'Afrique au sein de l'Union européenne, dont l'Allemagne, la Belgique, l'Espagne, la France, l'Italie, les Pays-Bas et le Royaume-Uni, qui représentent environ 90% des importations.³⁴ La campagne 'Fair&Precious' vise, d'une part, la **sensibilisation du grand public aux bienfaits du bois durable : protection de la biodiversité, du climat, des habitats des espèces, formations professionnelles, mise en valeur d'un matériau naturel, sain et aux propriétés remarquables, construction d'infrastructures et respect des droits humains** ; d'autre part, l'incitation à choisir le **bois certifié comme geste éco-citoyen**, au travers des négociants qui adhèrent à la démarche en mettant à la disposition de la clientèle des bois certifiés durables.



« Laissez-vous inspirer par le « bois durable Made in Africa », dont les propriétés remarquables sont le choix le mieux adapté à un projet créatif, éco-responsable et sain, dont être fier ».

Pierre-Yves Bellec

Chef carpentier, IFO

INTERHOLCO souhaite offrir aux clients un gage de confiance s'agissant des pratiques qui sont les siennes. Le classement SPOTT (initiative portée, entre autres, par l'Angleterre et la Norvège)³⁵ vérifie la transparence de 97 sociétés produisant du bois sous les tropiques par rapport aux aspects ESG, dont le **respect de l'environnement, des droits de l'homme et de la gouvernance**. Pour la troisième année consécutive, en 2019 INTERHOLCO a remporté la première place dans le classement SPOTT,³⁶ avec un pourcentage qui dépasse 94% de transparence, évalué sur plus de 100 indicateurs.

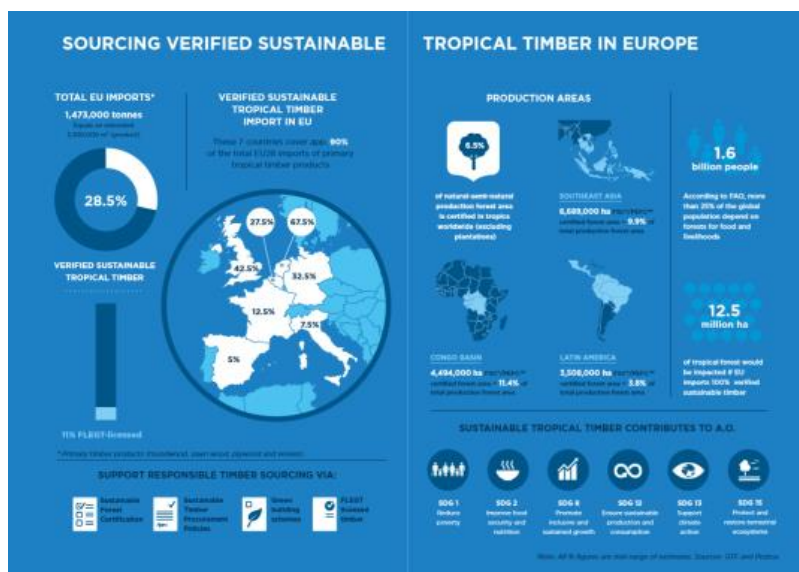
Afin d'être conforme avec le Règlement bois de l'Union européenne (RBUE) et de **minimiser le risque par rapport aux approvisionnements auprès de tierces parties**, INTERHOLCO s'assure que tous ses fournisseurs passent des audits de vérification de la légalité sur le terrain. Entre 2017 et 2019, INTERHOLCO a également accompagné des fournisseurs tiers basés en Afrique Centrale, plus précisément au Gabon et en RDC, dans la mise à niveau pour la certification de leur modèle de gestion forestière. A ce jour, un fournisseur additionnel s'est doté d'une certification de légalité/ Diligence Raisonnée et quatre fournisseurs sont en préparation de la certification de légalité.

³³ <https://www.fair-and-precious.org/fr>

³⁴ <https://www.gtf-info.com/wp-content/uploads/2019/12/IDH-Market-Report-GTF-Probos-Nov-2019-FINAL.pdf>

³⁵ <https://www.spott.org/about/>

³⁶ <https://www.spott.org/timber-pulp/interholco-ag/>



« Si l'UE s'approvisionnait à 100 % en produits durables vérifiés, cela pourrait avoir un impact positif sur 11,7 à 13,4 millions d'hectares supplémentaires de forêt tropicale. Elle peut également présenter des avantages considérables en matière de carbone, en partant du principe que la certification empêchera la réintroduction prématurée de l'exploitation forestière dans les zones qu'elle couvre. Le commerce de l'UE en produits bois tropicaux certifiés permettrait de mitiger 55 à 88 millions de tonnes de CO₂ par an. »³⁷

Mark van Benthem
Directeur, Probos

Solution #8 : Des forêts mesurant plus que 4 fois la Belgique sont protégées. Le capital naturel de la forêt reste intact.



Sécheresses, incendies, inondations, tempêtes violentes : le réchauffement climatique est responsable de changements considérables dans l'environnement, notamment en Afrique.

Les 'millennials' africains s'estiment impactés directement, ressort-il de la première étude panafricaine sur le réchauffement climatique : 86% des jeunes interrogés constatent des pluies imprévisibles plus fréquentes ; 79% signalent l'augmentation des maladies des cultures et du bétail ; 77% constatent l'avancée de la désertification ; 73% ont remarqué la multiplication des incendies forestiers et considèrent l'accès à l'eau comme une des initiatives les plus pertinentes pour lutter contre le réchauffement climatique. Enfin, 53%, plus de la moitié d'entre eux, reprochent aux gouvernements de ne pas lutter assez contre ses conséquences.³⁸

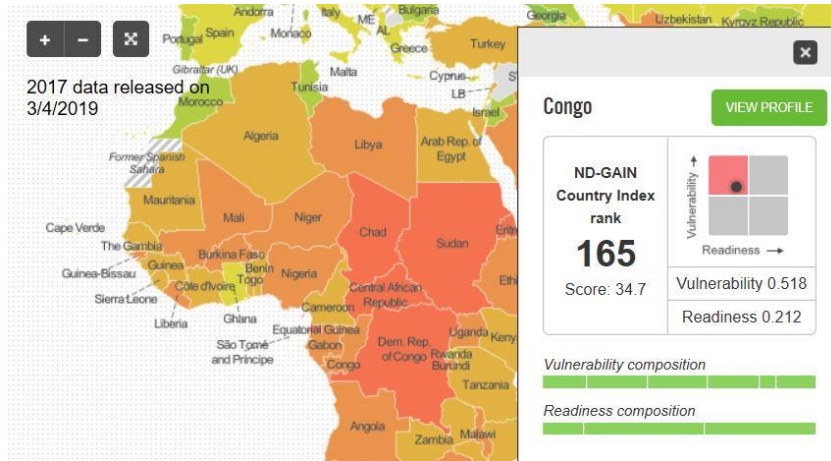
L'indice ND-GAIN mesurant l'état de préparation place le Congo dans le quadrant supérieur

³⁷ Mapping Europe's sustainable tropical timber footprint and growing its global impact : <https://www.gtf-info.com/uncategorized/mapping-europes-sustainable-tropical-timber-footprint-and-growing-its-global-impact/>

³⁸ Climate Change, Time for Action. Etude réalisée du 7 au 16 novembre 2016 par CG Consultings sur commande du Comité de Pilotage de la COP22, dans 19 pays d'Afrique : Algérie, Angola, Cameroun, République Démocratique du Congo, Egypte, Ethiopie, Ghana, Côte d'Ivoire, Kenya, Malawi, Maroc, Mozambique, Nigeria, République du Congo, Rwanda, Afrique du Sud, Tanzanie, Zambie and Zimbabwe. CG Consulting, basé à Cape Town (Afrique du Sud) est leader sur le marché des prospects B2B et des listes de bases de données d'entreprise en Afrique : <http://news.africahotnews.com/?idnews=809466>

gauche. Ce qui signifie une grande vulnérabilité et un faible niveau de préparation. Le Congo est le 45^{ème} pays le plus vulnérable et le 19^{ème} pays le moins prêt. Il a à la fois un grand besoin d'investissements et d'innovations pour améliorer son état de préparation, et une grande urgence d'action.³⁹

Les risques posés par le changement climatique, dont les phénomènes météorologiques



extrêmes, l'élévation du niveau de la mer, l'augmentation de la température moyenne mondiale et l'imprévisibilité des précipitations constituent une menace pour **la société, l'économie et l'environnement congolais.**

La vision du Congo est de diversifier son économie avec un taux de déforestation

historiquement bas,⁴⁰ tout en prenant des engagements dans des secteurs de croissance clés tels que l'agriculture, les mines et les hydrocarbures et en minimisant leurs impacts sur le changement



climatique. En effet, le pays a une place importante dans la **lutte contre le changement climatique**, grâce à son contexte géographique, son réseau d'eau et son couvert forestier.

Sur 223'340 km² de forêt au total, l'état a mis sous protection 65% de forêt : nul autre pays du monde n'a mis sous protection une étendue de forêt si large.⁴¹ L'état congolais protège un vaste paysage forestier couvrant plus de 140'000 km², plus que 4 fois la Belgique.

La clairière de forêt de Wali Bai dans le nord du Congo, à côté du parc national de Nouabale-Ndoki, l'une des aires protégées par l'état congolais

En 2017, des scientifiques et des ONG ont dévoilé que les tourbières de la Cuvette Centrale du Congo forment la plus vaste réserve de carbone sous les tropiques,⁴² capable de capturer en son sein 30 gigatonnes de carbone, soit l'équivalent de 15 à 20 ans d'émissions de CO₂ des États-Unis.⁴³ Cette tourbière, la plus vaste au monde, est considérée par les Nations Unies une priorité écologique absolue. La protection des forêts et des tourbières est si cruciale pour le climat de la planète que l'initiative pour les forêts d'Afrique Centrale (CAFI) a signé un accord avec la République du Congo s'élevant à 65 millions de dollars.⁴⁴

³⁹ <https://gain-new.crc.nd.edu/country/congo>

⁴⁰ <https://www.jeuneafrique.com/mag/821812/economie/congo-brazzaville-henri-djombo-nos-terres-sont-la-disponibles/>

⁴¹ <https://www.protectedplanet.net/country/CG>

⁴² <https://www.unep->

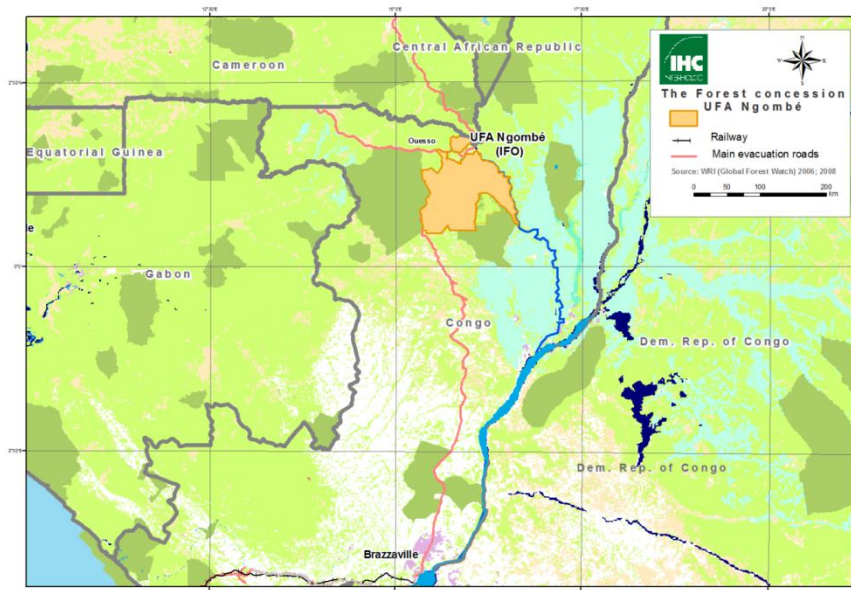
[wcmc.org/system/dataset_file_fields/files/000/000/484/original/ FR Congo_peatland_20170313.pdf?1513681478](https://www.unep-wcmc.org/system/dataset_file_fields/files/000/000/484/original/FR_Congo_peatland_20170313.pdf?1513681478)

⁴³ <https://www.sciencedaily.com/releases/2017/01/170111132812.htm>



Le *Pycnoporus sanguineus* est un des champignons diffusés sur le tapis forestier de l'UFA Ngombé. Au total, 126 propriétés médicinales sont attribuées aux champignons du bassin du Congo, dont des effets antidiabétiques, anticancéreux, antitumoraux, immunomodulateurs, antiviraux, antibactériens, hépatoprotecteurs, antioxydants et antiangiogéniques.⁴⁵

INTERHOLCO, conscient de la volonté de l'état congolais à gérer durablement les forêts et à protéger les tourbières, participe aux efforts. Bien que la forêt de Ngombé soit une forêt de production, 27% de la surface totale est sous protection permanente. Le faible taux de récolte, dit « à impact réduit » et la planification préalable des activités, avec l'identification des zones à haute valeur de conservation, aussi sous protection, font de la GDF un outil permettant de pérenniser la forêt et les services socio-environnementaux qu'elle offre.



L'UFA Ngombé est séparée du voisin parc national Odzala Kokoua (13'500 km²) par la route nationale RN 2, reliant le nord du pays à la capitale, Brazzaville. Le parc national de Ntokou-Pikounda (4'572 km²) est situé au sud-est de la concession du Ngombé. Les deux parcs et la concession du Ngombé couvrent ensemble une superficie de plus de 2,96 millions d'hectares (29'600 km²), environ la taille de la Belgique.

Evidemment, la valorisation et la monétisation de 10 permis miniers, tous octroyés par le Ministère des Mines de la RoC depuis des années, est incompatible avec une gestion durable de la forêt. Sans compter les émissions de CO₂ que la prospection ou l'exploitation des gisements pourrait engendrer.

Entre 2017 et 2019, INTERHOLCO s'est ainsi battue pour trouver une solution à la superposition desdits gisements. L'attribution des permis autoriserait des investisseurs étrangers à prospecter de nouvelles filières : or, diamant, poly-métaux...

Aujourd'hui et après intervention de INTERHOLCO il n'existe plus des permis miniers sur la surface de l'UFA Ngombé.

⁴⁴ <https://www.cafi.org/content/cafi/fr/home/all-news/republic-of-congo-and-cafi-sign-65-million-dollars-letter-of-int.html>

⁴⁵ <http://tpcj.org/download/vol-6-iss-2-2019/TPCJ2019-06-02-71-80.pdf>

Consciente de cet enjeu, INTERHOLCO avait étudié le phénomène en 2012. Longtemps délaissées, les opérations de recherche minière se sont multipliées au fil de dernières années. INTERHOLCO a alors mené un vrai travail de facilitation, portant la question des permis miniers à l'attention des Ministères concernés, soit le Ministère des Mines et le Ministère des Eaux et Forêt. Plusieurs réunions se sont tenues à la présence des acteurs concernés, y compris sur le terrain. Résultat : en 2018, le Ministre des Mines a annulé huit permis. Les réunions se poursuivent pour aboutir à l'annulation des 2 permis restants, dont un permis d'exploration artisanale (or) et une autorisation à la recherche (diamants).



'Je suis père de six gosses, dont deux qui sont à l'université Marien Nguabi de Brazzaville, l'un souhaite devenir docteur et l'autre, pilote. Je suis chef de l'avance-route. On fait des routes pour qu'on puisse travailler bien. La première des choses, c'est de garder la forêt, de respecter la nature. On fait un trace-route et on regroupe des personnes. Du côté où on ne peut pas récolter d'arbres, ou du côté de baïs, on fait des déviations. Nous ne récoltons pas n'importe quel arbre. On marque 'PP' sur les arbres à protéger, de petits Sapelli, des Tali. Mais aussi de gros arbres qu'il faut protéger pour l'avenir. On respecte les cours d'eaux avec des ponts ou des digues. Il y a des tenues, des casques, des chaussures. Des bouchons d'oreilles pour se protéger du bruit des machines. Il faut d'abord observer la sécurité. Personne ne peut garder la forêt s'il ne va pas bien.'

**Armand EPIKAR
Chef de l'avance-route, IFO**

Le bois est d'abord le seul matériau de construction renouvelable présent massivement sur la planète. A condition bien sûr qu'il soit récolté de manière raisonnée, en assurant la pérennité des espaces forestiers. Le bois appartient à la filière sèche et n'a besoin pour être produit que d'énergie solaire. C'est aussi le seul matériau qui, pour être produit, n'émet aucun CO₂. Le bois s'impose donc parmi les matériaux avec lesquels il faudra compter pour l'avenir.



La croissance démographique globale et l'urbanisation engendrent un besoin croissant de logements en ville : 1 milliard devront être construits d'ici 2025, selon Michael Green, architecte pionnier de la construction bois. Un défi qu'il est impossible de décorrélérer de la lutte contre le réchauffement climatique. Car la construction et l'environnement construits comptent aujourd'hui pour 20% des émissions de gaz à effet de serre selon le Groupe d'experts

intergouvernemental sur l'évolution du climat ([GIEC](#)).⁴⁶

⁴⁶ Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a été créé en 1988 en vue de fournir des évaluations détaillées de l'état des connaissances scientifiques, techniques et socio-économiques sur les changements climatiques, leurs causes, leurs répercussions potentielles et les stratégies de parade. <https://www.ipcc.ch/languages-2/francais/>

La forêt et le carbone en chiffres :



8%: La part d'émissions CO₂ globales générées par le béton. Si le béton était un pays, il serait le troisième émetteur mondial, après la Chine et les Etats Unis

80%: La réduction du poids d'un bâtiment, si on remplaçait une structure en béton par une en bois. Cela se traduirait par des fondations minimales et une énergie intrinsèque plus faible.

1 million: La quantité de CO₂, en tonnes, capturée par la construction à ossature bois au Royaume-Uni, avec 15 à 28 % des nouvelles maisons utilisant ce matériau chaque année. En général, 1 m³ contient une tonne de CO₂ = 350 litres d'essence.

70%: La part des émissions mondiales de gaz à effet de serre liées à l'énergie attribuée aux villes. Et ce, malgré le fait que les villes n'occupent que 3 % des terres émergées de la planète.

D'après les analyses de marché de la STTC, de l'OIBT et de l'unité FLEGT-IMM de l'UE, les produits en 'bois durable Made in Africa' les plus prisés en Europe sont des produits transformés de haute qualité ayant le mérite d'utiliser plus de l'arbre tout en garantissant une meilleure stabilité et performance.

Par respect à la forêt et dans l'intérêt d'optimiser la production, INTERHOLCO investit dans l'augmentation du rendement du bois. En 2019, 85% du bois récolté dans la forêt de Ngombé a été transformé sur place. Une centaine d'employés de l'atelier de récupération ont pour tâche de trier le bois qui ressort de la première transformation, n'ayant pas des sections standards. Suite à un contrôle méticuleux, la plupart des sections de bois sont préparées afin d'être transformées dans l'atelier lamellés-collés en produits bois d'ingénierie, plus longs et résistants. Les bois lamellés-collés sont des produits assez prisés sur le marché européen, où ils sont utilisés dans les ouvrages de grande portée, étant des éléments de forte section sans limite de longueur. Entre 2004 et 2018, la demande en lamellés-collés est augmentée aux

Pays Bas, en Belgique, en Allemagne, en France et en Angleterre.⁴⁸



Mr. Blanchard, chef de l'atelier de récupération veille à optimiser l'utilisation du bois en sélectionnant les morceaux adaptés à être transformés en bois lamellé-collé



Mr. Damien (à gauche), chef de l'atelier bois lamellé-collé, un produit d'ingénierie à la résistance accrue

« Pour concevoir, réhabiliter, construire et habiter différemment, les solutions ne sont pas seulement techniques mais aussi et presque surtout sociales et culturelles. Le projet d'architecture, le projet urbain est précisément à ce croisement. Les architectes ont la responsabilité de mettre toutes leurs compétences au service de ces enjeux. La conception est le premier enjeu d'un bâtiment et d'une ville durable. »⁴⁹

Catherine Jacquot
Président de l'Ordre des architectes de France 2013-2017

Solution #9 : La forêt est protégée non seulement dans les zones de protection ou à haute valeur de conservation, mais aussi dans les zones de récolte où l'on prélève 1 arbre par hectare, sur l'équivalent de 2 camps de football, 1 fois tous les 30 ans.

« Gérer les forêts tropicales d'une façon réglementée n'est pas la même chose que la déforestation.

⁴⁸ <http://www.stats.flegtim.eu/>

⁴⁹ *Architecture et changements climatiques : le climat du futur.* Introduction de Catherine Jacquot au Colloque organisé à Marrakech à l'occasion de l'ouverture de la COP 22 : https://www.architectes.org/sites/default/files/atoms/files/colloque_marrakech_cop_22_-_introduction_de_catherine_jacquot.pdf

Au contraire, dans les pays à forte couverture forestière, utiliser les bois tropicaux peut être une source de revenus importante et alternative à d'autres utilisations des terres qui sont en concurrence directe avec la forêt, comme la culture à grande échelle du soja ou de l'huile de palme. »⁵⁰

**Fritz Kleinschroth
ETH, Zurich**



La République du Congo a une étendue de forêt naturelle supérieure à celle de l'Angleterre et de la France ensemble. D'après le logiciel interactif du WRI, Global Forest Watch, en 2018 la France a perdu 1.4 fois plus de forêt que RoC ; l'Angleterre, 2.9 fois plus. En 2015, les Etats Unis ont perdu 798'000 ha de forêt à cause d'incendies, plus que 10 fois ce que RoC a perdu en 2018.

Comme Global Forest Watch l'a observé, en 2018, le département de la Sangha, où sont situées des forêts de production certifiées FSC, avait un couvert végétal près de 100% par rapport à une moyenne nationale de 64%.

BRESIL	ETATS UNIS	ANGLETERRE	France	ALLEMAGNE	REPUBLIQUE DU CONGO
493 Mha de forêt naturelle 59% de la surface totale	310 Mha de forêt 33.8% de la surface totale	3.14 Mha de forêt 13% de la surface totale	16.9 Mha de forêt 31% de la surface totale	11.4 Mha de forêt 32.8% de la surface totale	22.3 Mha de forêt naturelle 65.4% de la surface totale

(source : [FAO, FRA 2015](#))

En 2018, le Brésil a perdu 2.95Mha de couvert forestier =0.59% = 2.1 fois plus que RoC	En 2018, les USA ont perdu 1.6Mha de couvert forestier = 0.51% = 1.8 fois plus que RoC	En 2017, l'Angleterre a perdu 26.3kha de couvert forestier =0.83% =2.9 fois plus que RoC	En 2018, la France a perdu 69.2kha de couvert forestier =0.41% =1.4 fois plus que RoC	En 2018, l'Allemagne a perdu 52.2kha de couvert forestier =0.45% =1.6 fois plus que RoC	En 2018, RoC a perdu 62.7kha de couvert forestier =0.28%
---	---	---	--	--	---

(source : Global Forest Watch / WRI.

NB: Les données de GFW ne tiennent pas compte du gain en couvert arboré)








Si on en reste au Nord Congo, dans le Département de la Sangha et de la Likouala presque 50% des forêts sont protégées par l'état, sans compter les zones protégées dans les concessions forestières.




⁵⁰ <https://ethz.ch/en/news-and-events/eth-news/news/2019/06/blog-roads-rainforest-congo-kleinschroth.html#comment>



Des éco-gardes patrouillent l’UFA Ngombé, afin d’assurer la protection des nombreux animaux que la forêt partage avec le parc national Odzala Kokoua, situé de l’autre côté de la Route Nationale N2.

Pour mieux illustrer où se situe la récolte à impact réduit mise en œuvre par INTERHOLCO, il convient de présenter son impact côte à côte avec la vision de la forêt pour le climat, les hommes et la nature que Greenpeace a développée, ciblant l’Allemagne, avec la Naturwald Akademie :

	GREENPEACE 'Waldvision'			INTERHOLCO
	Scénario de base 'récolte intensive'	Scénario bois 'statu quo'	Vision de la forêt soit 'récolte écologique'	Récolte à impact réduit
Quels sont les diamètres récoltés par essence ?	 54 cm for conifers and 59 cm broadleaf tree species.	 56 cm for conifers and 63 cm for broadleaf tree species.	 76 cm for broadleaf and 64 cm for conifer wood.	 Les diamètres minima varient entre 60 et 100 cm, selon les essences
Périodicité de la récolte				Limitée : 1 fois tous les 30 ans Sélective : la surface de récolte annuelle = 0.2% des forêts en Allemagne

<p>Récolte d'arbres</p>	 <p>76% for conifer wood and 79% for broadleaf tree species</p>	 <p>100% des arbres, mais laissant des aires de la zone de récolte sous protection</p>	 <p>Un arbre ou de petits groupes d'arbres</p>	<p>Réduite :</p> <p>1 arbre tous les 2 ha, 1 fois tous les 30 ans (= sur l'équivalent de 2 camps de football) ; 27% de la forêt est sous protection</p>
<p>Restructuration de la forêt</p>	<p>Aucune restructuration de la forêt n'est attendue</p>	<p>Une augmentation des espèces d'arbres à croissance rapide est délibérément soutenue</p>	<p>Des efforts de régénération spécifiques visent à déplacer les espèces non indigènes, la régénération naturelle sauvegarde le renouvellement des forêts. La plantation d'arbres n'a pas lieu.</p>	<p>La régénération naturelle sauvegarde le renouvellement des forêts. La plantation d'arbres n'a pas lieu. L'ouverture de la canopée due à la récolte peut occasionner la croissance d'essences de lumière, bien entendu, elles aussi des espèces indigènes.</p>

Observant le respect d'un principe de précaution ou '**Precautionary Principle**⁵¹, le bois est récolté, mais seulement de façon sélective et uniquement là où les impacts **écologiques** et **sociaux** peuvent être contrôlés et les activités de gestion de la forêt engendrent des changements temporaires et réversibles, dont l'impact est minimal.



IMG_5737

'L'Azobé est un bois avec beaucoup de tension, il faut savoir le scier et être pointilleux sur la qualité des bois qui sortent de la forêt. On a de grosses sections à faire avec de grandes longueurs, on a besoin d'avoir des bois qui soient bien formés, avec des cœurs centrés, des bois francs. Les bois d'Afrique sont des bois qu'il faut traiter avec respect. Ces essences qu'il y a au Congo, il y en a très peu ou pas du tout au Cameroun ou au Gabon. Des démarches à adopter impérativement sont la gestion responsable, la traçabilité et le

reboisement naturel, la récolte à faible impact sous plan d'aménagement. On doit respecter aussi les diamètres !'

Mr. Maxim D'AUTHIER
Chef du service Bois Lourds, IFO

Le concept de '**Critical Habitats**⁵² approuvé par la Société financière internationale (IFI)⁵³ ainsi que le concept de 'Haute valeur de conservation (HVC, ou '**High Conservation Values**'

⁵¹ Precautionary principle; https://en.wikipedia.org/wiki/Precautionary_principle

⁵² 'Critical Habitats' - International Finance Corporation's Guidance Note 6: Biodiversity Conservation and Sustainable Management of Living Natural Resources;

en anglais) promues et appliquées par le Forest Stewardship Council (FSC)⁵⁴ et le réseau HCV Resource Network⁵⁵ s'appliquent - c'est-à-dire que les forêts à haute valeur de conservation sont traitées et gérées comme des "habitats critiques" à "haute valeur de conservation". Aucun de ces concepts n'exclut la gestion forestière. Les deux exigent plutôt que les mesures de gestion forestière ne mettent en danger, ne compromettent ou ne modifient de façon irréversible la biodiversité forestière – ni de la faune, ni de la flore.



Sur la base du Plan d'Aménagement, 27% de la surface forestière (308'000 hectares) a été destinée à la conservation et protection permanente (zones fragiles et à l'importance particulière pour les habitants et leur style de vie). De plus, 4 %

de la surface forestière (environ 50'000 hectares) a été réservée au développement communautaire.

INTERHOLCO récolte du bois uniquement dans les 800'000 hectares de forêt restant, suivant un système de rotation de 30 ans.

- **INTERHOLCO a exclu de la récolte à impact réduit 308'000 ha de forêt= plus de 95% des forêts en conservation où la récolte est exclue, en Allemagne.**⁵⁶
- **L'assiette de coupe annuelle** dans la forêt de Ngombé = app. 25'000 hectares = **0.2% des forêts en Allemagne.**
- Sur cette surface (=0.2% des forêts d'Allemagne), INTERHOLCO ne récolte **qu'1 arbre tous les 2 hectares** seulement **1 fois tous les 30 ans** (= sur l'équivalent de 2 camps de football).
- Environ 0,25 m³ de bois par hectare est récolté de façon sélective chaque année sur une surface totale de 800'000 hectares.
- Calculé sur l'ensemble de la surface forestière de 1,16 million d'hectares, cela représente moins de 0,17 m³ de bois par hectare et par an.
- En moyenne, la récolte durable en Europe est d'env. 4-7 m³ par hectare par an.

Parmi les dérives qu'une sécheresse exacerbée peut engendrer, il y a les incendies : des satellites avaient montré, en 2016, à quel point plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique

https://www.ifc.org/wps/wcm/connect/5e0f3c0c-0aa4-4290-a0f8-4490b61de245/GN6_English_June-27-2019.pdf?MOD=AJPERES&CVID=mKqG85z

⁵³ International Finance Corporation (IFC), Washington DC, USA; <https://www.ifc.org/>

⁵⁴ <https://fsc.org/en/details-page/high-conservation-values>

⁵⁵ HCV Resource Network <https://hcvnetwork.org/>

⁵⁶ Voir p. 28 :

<https://www.greenpeace.de/sites/www.greenpeace.de/files/publications/20180228-greenpeace-oekoinstitut-forest-vision-methods-results.pdf>

Centrale avaient été atteints.⁵⁷ La forêt de Ngombé n'avait pas échappé aux effets d'El Niño.⁵⁸ En 2018, INTERHOLCO a complété [une analyse approfondie des risques liés au changement climatique](#), non seulement par rapport à la forêt et aux animaux mais aussi aux habitants. Cela a été pris en compte dans la nouvelle politique de prévention des incendies, finalisée en 2018.



La priorité absolue d'INTERHOLCO est de veiller à ce que la récolte et le transport du bois ne produisent qu'un impact minimal, sans changement permanent ou irréversible sur les services rendus par la forêt. La forêt de Ngombé est traversée par deux types de routes : des routes publiques, ouvertes par l'État il y a des décennies et régulièrement entretenues. Et des pistes forestières, ouverte par la société dans une zone limitée de forêt afin de prélever le bois. Ces routes sont fermées une fois la récolte terminée à la fin de

l'année. Ceci va permettre à la nature de se réapproprié l'espace. Une fois les pistes forestières et les sentiers de débardage fermés, l'activité humaine devient quasi-inexistante, ce qui permet un bon processus de régénération.

« L'exploitation forestière sélective est clairement la principale raison de la construction de nouvelles routes. Étonnamment, notre analyse montre également que des routes dans les concessions forestières ont été abandonnées (après exploitation) et ne sont plus visibles sur les images satellites. Ces routes, une fois qu'elles ne sont plus utilisées, sont rapidement recouvertes par la forêt à nouveau. »⁵⁹

Fritz Kleinschroth, ETH Zurich



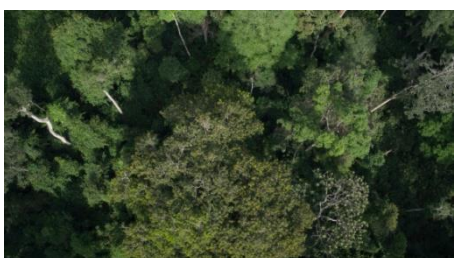
Durant la récolte :

INTERHOLCO ouvre des routes temporaires ; le bois est évacué par des pistes de débardage.



Une fois la récolte terminée :

À la fin de l'année, l'accès à la route est bloqué ; dans les 6 mois suivants, la forêt commence à se régénérer.



10 ans plus tard:

La régénération a visiblement rempli le tracé routier. La nature s'est réapproprié son espace.

⁵⁷ <https://robertscribblers.com/2016/02/11/major-wildfire-outbreak-in-central-and-western-africa-as-drought-hunger-grow-more-widespread/>

⁵⁸ <https://blog.globalforestwatch.org/people/map-of-the-week-congo-basin-forest-fires-of-unprecedented-extent-detected-by-umd-glad-alerts>

⁵⁹ <https://ethz.ch/en/news-and-events/eth-news/news/2019/06/blog-roads-rainforest-congo-kleinschroth.html#comment>

En 2019, grâce à des fonds de l'Union européenne, INTERHOLCO a mobilisé des scientifiques de l'Université de Louvain / Gembloux afin de tester l'utilisation de drones. Objectif : optimiser l'inventaire forestier par une reconnaissance des essences améliorée.



- en moins de 3 semaines
- 56 vols de drones
- plus de 38 heures de vol
- couvrant une surface de forêt de plus de 7'000 ha, soit 26% de la surface de récolte annuelle

L'utilisation de drones pourrait également optimiser la protection de la forêt, permettant de prévenir et mitiger tout impact temporaire allant du risque d'incendie à la détection d'accès / campements non autorisés, au suivi de l'état des routes, aux déplacements des animaux entre la forêt de Ngombé et les parcs environnants.



« Les forêts gérées de manière responsable et bien protégées sont un atout pour le bien-être humain et notre meilleure défense contre le changement climatique d'origine humaine et la perte de biodiversité ; elles créent des moyens de subsistance pour les populations autochtones et les communautés locales ; et elles sont nécessaires pour relever durablement les défis de la croissance démographique et de la demande de produits et services forestiers. »

**FSC
Plan stratégique global 2021-2026**

Solution #10 : Le « Bois durable Made in Africa » donne de la valeur à la forêt, tout en créant de la richesse au niveau local et sous-régional et en contribuant au trésor public, selon le respect du code d'éthique d'INTERHOLCO, des lois de la République du Congo et de normes internationales.



S'agissant des mesures **anti-corruption**, INTERHOLCO suit une politique stricte de 'tolérance zéro'. Les employés occupant des positions à risque, tels que le personnel en charge des approvisionnements et des achats pour la production, le personnel de vente et le personnel dans les domaines de la finance et des ressources humaines sont tenus par la politique interne de communiquer immédiatement à leurs supérieurs toute défaillance, réelle ou potentielle, dans le traitement d'un dossier. En même temps, tout employé est tenu par le Code de Conduite de reporter des manquements, réels ou potentiels, y compris en matière de corruption. A cette fin, INTERHOLCO a validé un mécanisme de règlement de plaintes.⁶⁰

De façon générale, INTERHOLCO s'assure aussi que les fournisseurs avec lesquels la société collabore agissent conformément à ses engagements et à ses valeurs. Lors de la signature d'un contrat, le fournisseur doit certifier qu'il a lu le Code de conduite et qu'il l'accepte.

Avant de signer un contrat avec INTERHOLCO, le fournisseur est audité sur le terrain, afin de vérifier qu'il ait déjà mis en place les mêmes engagements qu'INTERHOLCO. Forte d'une expérience de plus de 50 ans en Afrique, INTERHOLCO sait quels fournisseurs sont à exclure *à priori*. L'audit des fournisseurs se fait par des entretiens et des contrôles auprès de l'UFA concernée.

L'outil d'évaluation d'INTERHOLCO est un modèle d'audit de conformité certifié par Control

⁶⁰ <https://interholco.com/fr/a-propos-de-nous/gouvernance>



Union, dans le cadre du respect des exigences de Diligence Raisonnée du RBUE. Il vise à vérifier sur le terrain la conformité des fournisseurs aux mêmes engagements et principes d'INTERHOLCO. Les critères sont issus de la norme Control Union TLV (similaire aux exigences NEPCon LegalSource™ et à la définition de légalité de FSC). Dans la période couverte par ce Rapport, tout écart constaté auprès des sous-traitants ou des fournisseurs a été corrigé ou la coopération a été interrompue.

Comme mentionné en haut, INTERHOLCO participe depuis 2016 au Rapport de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE) en République du Congo. Dans le cadre du rapport, un cabinet externe et indépendant recueille et analyse tous les paiements significatifs versés par les entreprises appartenant au secteur pétrolier, forestier et minier, au gouvernement. Le rapport publie également les recettes provenant de ces entreprises déclarées par l'Etat, décelant tout écart éventuel.

« A Transparency International... Nous soutenons l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives et nous en sommes partenaires. Cette Initiative, qui a débuté en 2003, a spécifiquement été conçue pour promouvoir la bonne gouvernance. »⁶¹

Huguette Labelle
Présidente du Conseil d'administration, Transparency International

Solution #11 : Le « Bois durable Made in Africa » est une forêt de solutions issues d'une culture d'ALLIANCE, où l'engagement se transforme en filière d'excellence.



Au début de février 2020, s'est tenue à Bruxelles une Conférence de l'Union européenne sur les forêts pour la biodiversité et le climat.⁶² Lors de la session d'ouverture du 5 février, six panelistes en provenance de l'Allemagne, du Brésil, de la Côte d'Ivoire, des Etats Unis, du Gabon et du Vietnam, issus du gouvernement, des Nations Unies, de la société civil et du secteur privé, ont décelé ensemble les facteurs à la base d'un partenariat réussi :

- les parties prenantes doivent se réunir autour d'une vision commune
- l'engagement doit être réel et partagé
- chacun doit assumer ses responsabilités
- le partenariat doit être à long terme
- les forêts sont des écosystèmes, il ne faut pas oublier le paysage social de l'écosystème
- la gestion des forêts compète avec des produits très rentables
- souvent le changement de l'utilisation des forêts se doit à des problèmes de subsistance
- au travers du dialogue, cerner les intérêts de chacun
- le dialogue est essentiel afin de cerner ce que tout le monde a à perdre ou à gagner
- on a besoin d'un modèle où tout le monde y gagne

⁶¹ Huguette Labelle 'L'importance d'une bonne gouvernance dans la gestion des affaires publiques et particulièrement pour les entreprises d'État' :

https://www.transparency.org/news/speech/limportance_dune_bonne_gouvernance_dans_la_gestion_des_affaires_publiques_e

⁶² https://ec.europa.eu/info/events/international-conference-forests-biodiversity-and-climate_en

- penser l'action, s'assurer qu'elle permette d'arriver aux résultats fixés
- des mesures incitatives (diligence raisonnée, autres) peuvent accélérer le changement
- les partenariats consistent à augmenter la valeur.

Chez INTERHOLCO, le partenariat se met en œuvre par une véritable ALLIANCE. Tout d'abord, dans la prise en compte des préoccupations et des souhaits des parties prenantes. Puis, dans l'élaboration de stratégies adaptées, car INTERHOLCO fait aussi recours à d'autres savoirs. Ce nouveau modèle d'ALLIANCE s'appuie sur la communication avec les parties prenantes, dans une vraie dynamique d'écoute et d'échange.

La vision de l'ALLIANCE telle que conçue par INTERHOLCO consiste à faire du « Bois durable Made in Africa », non plus un simple produit issu de forêts mais bien, une forêt de solutions :

Se DETOURNER du *statu quo*, mettre le changement climatique du jeu ainsi que les matériaux énergivores, tels le béton, l'aluminium et / ou le plastique hors-jeu, et **marquer un TOURNANT** : donner de la valeur aux forêts naturelles, favoriser l'équité sociale et construire l'avenir avec un matériau renouvelable, recyclable, durable, traçable et au bilan carbone positif, du « Bois durable Made in Africa ».



La filiale d'INTERHOLCO en République du Congo, IFO, a eu la présidence de l'association des entreprises de la filière bois UNICongo courant 2019-2020. Donner de l'emploi et des formations au niveau local, rajouter de la valeur au produit et protéger la forêt : l'avenir qui passe par le bois, c'est ça.

La **réussite économique** se régénère alors en **force positive de changement** avec pour objectif la **protection de l'environnement, du climat** et de la **justice sociale** ; une force capable d'écrire une autre histoire.

Une histoire où les forêts agissent au centre de la vie des hommes, permettant la création d'emplois directs et indirects, donnant des avantages sociaux et l'accès à des services de base de qualité. Une histoire où l'Afrique n'est plus simplement une partie prenante à écouter ou à prendre en compte, mais bien un acteur incontournable, voire le protagoniste, de son avenir et de son histoire.

« J'écris parce que je suis un Africain, un homme vieux de plusieurs millions d'années. J'écris pour introduire dans l'imaginaire du monde des êtres, des paysages, des saisons, des couleurs, des odeurs, des saveurs et des rythmes qui en sont absents. Pour dire au monde des quatre saisons, des saisons sèches et des pluies ; pour dire au ciel de la Grande Ourse celui de la Croix du Sud. »

Henri Lopes, « Pourquoi j'écris », Citéphilo, 2014
Premier Ministre du Congo 1973-1975
Ambassadeur de la République du Congo en France 1998-2016
écrivain

Annexes : l'ALLIANCE dans les paysages

Tour d'horizon 2014-2019

« Les paysages sont créés à partir de la compréhension et de l'engagement des peuples envers le monde qui les entoure. Ils sont toujours en train d'être façonnés et remodelés. Les paysages provoquent la mémoire, facilitent (ou entravent) l'action. »⁶³

Barbara Bender



Entre 2014 et 2019, la culture d'alliance d'INTERHOLCO a permis à la société de relever de grands défis, choisis sur la base de l'écoute et de l'échange. Au fil des années, plusieurs acteurs ont communiqué leurs besoins, leurs inquiétudes, leurs concerns et leurs attentes. INTERHOLCO a ainsi pu se fixer des cibles stratégiques, compte tenu du contexte local, régional et international où la société intervient.

Les tableaux ci-dessous quantifient la valeur qu'INTERHOLCO a créée au travers des paysages **social**, **environnemental** et **économique**, dans le respect du cadre légal et des références internationales qui sont au cœur du **paysage réglementaire**.

Une forêt est bien plus qu'une question d'arbres. Elle est la mère nourricière et la source de soins des communautés locales et des peuples autochtones qui interagissent avec elle depuis des millénaires. Elle est le territoire où prennent vie leurs identités, relations, traditions, cultures ; l'être sacré animé par leurs aspirations pour l'avenir. Elle garde des milliers d'espèces, des champignons aux insectes, des oiseaux aux gorilles. Elle règle le cycle de l'eau et la formation des pluies, si essentielles à l'équilibre du climat et à la survie de la Terre. Elle offre à la population mondiale un matériau révolutionnaire, le bois. Connue depuis l'antiquité, il s'agit du seul matériau de construction étant à la fois sain, naturel, durable, traçable, recyclable, renouvelable et au bilan carbone positif.

INTERHOLCO vous invite à découvrir **le bois durable « Made in Africa »** et les solutions qu'il livre face aux grands défis de la planète.

Pour toute question, suggestion et / ou commentaire, merci de vous adresser à :

INTERHOLCO AG

Siège :

Tullia Baldassarri Höger von Högersthal
Communication et Marketing, INTERHOLCO

Schutzengelstrasse 36 - 6340 Baar, Suisse
T : +41 41 7670303 F : +41 41 7670300

Tullia.Baldassarri@interholco.com

info@interholco.com

PAYSAGE SOCIAL

Donner de la valeur à la source

GRI ODD des Nations Unies

Employés

Unité de mesure

Décembre 2019

2018

2017

2016

2015

2014

Champ d'application

102-7



Employés par genre

IFO, IHC, LCC

nombre total des employés
(incluant les sous-traitants)

No.

1'253

1'267

1'248

1'218

1'275

1'268

nombre total d'employés IFO / IHC / LCC

(incluant les contrats permanents et temporaires)

961

967

963

983

1'111

1'069

dont, hommes

900

918

911

940

1'072

1'040

dont, femmes*

46

49

52

43

39

29

Top management

1

Cadres / Employés

35

35

35

39

33

37

Employés

164

158

155

189

187

174

Ouvriers

761

748

768

755

891

858

*Nombre des femmes par poste en 2019:

Equipe de direction: 0

Cadres: 4

Employées: 42

102-41



Conventions collectives

IFO

Nombre total des employés

%

100%

100%

100%

100%

100%

100%

202-1



Salaire minimum mensuel

IFO

Salaire minimum au pays (RC)

EUR

82

82

82

82

82

76

Niveau de salaire de base (IFO)

EUR

173

173

173

173

173

173

Par rapport au salaire minimum du pays

%

210%

210%

210%

210%

210%

226%

403-9



Santé et sécurité

IFO

Nombre total d'accidents au travail

(exclut les blessures mineures; accident sans arrêt de

No.

262

150

87

155

132

43

Décès liés au travail

1

1

1

0

0

0

Blessures avec congé temporaire > 4 jours

69

51

28

30

29

34

Blessures avec congé temporaire ≤ 4 jours

192

98

58

125

103

9

Taux d'incidence tous les 100 travailleurs

(blessures comportant un congé inférieur à 4 jours)

7.1

5.5

3.1

3.1

2.7

3.3

404-1



Formations

IFO, IHC, LCC

Nombre total de formations par personnes formées

nb.

1'909

1'729

2'076

874

1'103

961

Nombre moyen de formations par employé / an

nb.

2.0

1.8

2.2

0.9

1.0

0.9

Par niveau

Cadres

nb.

0.7

2.2

2.9

2.2

1.5

1.1

Ouvriers

nb.

2.4

2.0

1.7

1.8

1.5

1.6

Administration

nb.

0.6

1.2

4.2

1.4

2.0

2.0

205-2



Formation axée sur la politique et sur les procédures anti-corruption

IFO, IHC, LCC

Nombre total d'employés

No.

961

967

963

983

1'111

Employés formés concernés2

No.

13

107

15

108

5

GRI ODD des Nations Unies

413



Employés

Unité de mesure

Décembre 2019

2018 2017 2016 2015 2014 **Champ d'application**

Engagements auprès des communautés riveraines et approche participative

Projets basés sur les besoins des communautés riveraines

No.

16

18

17

19

6

6

IFO

% d'opérations locales

%

100%

100%

100%

100%

100%

100%

Réunions avec les communautés et populations autochtones

nombre total de villages

No.

85

85

85

85

85

85

Villages dans lesquels des réunions se sont tenues

48

56

58

82

64

79

Réunions

No.

155

172

140

324

197

212

Participants

No.

5185

5'410

3'838

8'982

5'003

5'433

Autochtones

No.

1'594

1'855

1'444

3'865

2'047

2'274

Communautés locales (Bantou)

No.

3'591

3'555

2'394

5'117

2'956

3'159

dont, Femmes

No.

2'115

2'350

1'635

4'186

2'185

2'377

dont, Hommes

No.

3'070

3'060

2'203

4'796

2'818

3'056

413-1



Étendue de l'impact

IFO

Situation géographique de l'impact

(zone d'exploitation annuelle)⁴

32'503 ha

20'376 ha

26'884 ha

27'511 ha

20'146 ha

27'496 ha

203-1



Impacts sur les communautés

IFO

Nombre total de plaintes enregistrées via des mécanismes formels de plaintes

No.

3

7

4

9

6

26

dont, déposées et résolues

No.

3

7

4

9

6

26

412-2



Formations axées sur les droits de l'Homme - employés

IFO, IHC, LCC

Nombre total des employés ayant reçu des formations

No.

961

967

963

983

1'111

1'069

Personnes formées sur les droits de l'Homme (tous les postes concernés)

No.

25

107

27

111

-

-

Pourcentage (tous les postes concernés)

%

100%

100%

100%

100%

100%

410-2



Formations sur les droits de l'Homme - personnel de sécurité⁶

IFO

Ecogardes

45 **

45 **

45 **

40⁷

Employés ayant reçu une formation (tous les postes concernés)⁸

No.

21

33

13

25⁹

Pourcentage (tous les postes concernés)

%

100%

100%











100%

100%

^{**}employés et cadres, sans le personnel de sécurité de IFO (gardes ne portant pas d'armes)

PAYSAGE ENVIRONNEMENTAL

Donner de la valeur au bassin du Congo, la deuxième forêt tropicale plus grande au monde

GRI	ODD des Nations Unies	Biodiversité	Unité de mesure	Décembre 2019	2018	2017	2016	2015	2014	Champ d'application
304-1	   	Aires protégées et aires à Haute Valeur en termes de biodiversité	ha	1'159'643	1'159'643	1'159'643	1'159'643	1'159'643	1'159'643	IFO
		Surface totale de la concession forestière								
		Aire de production selon le plan d'aménagement		801'716	801'716	801'716	801'716	801'716	801'716	
		Aire de protection		220'000	220'000	220'000	220'000	220'000	220'000	
		Aire de conservation		88'000	88'000	88'000	88'000	88'000	88'000	
		Aire de développement communautaire		48'500	48'500	48'500	48'500	48'500	48'500	
		Aire de production <i>par rapport à la surface totale</i>		69%	69%	69%	69%	69%	69%	
		Aire de protection et de conservation <i>par rapport à la surface totale</i>		27%	27%	27%	27%	27%	27%	
Aire de développement communautaire <i>par rapport à la surface totale</i>	4%	4%	4%	4%	4%	4%				
304-3	 	Habitats protégés ou restaurés	ha	308'000	308'000	308'000	308'000	308'000	308'000	IFO
		Taille de l'aire concernée								
304-2	   	Impacts								IFO
		Construction ou utilisation d'usines de transformation, de mines ou d'infrastructures de transport¹¹								
		Étendue des aires touchées	ha	32'503	20'376	26'884	27'511	20'146	27'496	
		% de la surface totale		2.8%	1.8%	2.3%	2.4%	1.7%	2.4%	
		Volume annuel récolté	m3	200'058	197'289	188'484	223'485	214'657	199'947	
		Densité de la récolte : nombre d'arbres (en moyenne) / hectare	nb./ha	0.7	1.0	0.7	0.9	0.8	0.6	
		% de la surface totale ayant des impacts de la récolte (routes, parcs à grumes, fossés, sentiers de débardage)	%	0.19%	0.15%	0.16%	0.22%	0.15%	0.16%	
		volume net récolté par ha (incl. remaining volume)	m3/ha	6.9	9.7	7.2	9.1	10.7	6.9	
		Durée des impacts		1 an	1 an	1 an	1 an	1 an	1 an	
		Réversibilité de l'impact		Oui, réversible	Oui, réversible	Oui, réversible	Oui, réversible	Oui, réversible	Oui, réversible	
		Pollution¹²								
		Durée des impacts		1 an	1 an	1 an	1 an	1 an	1 an	
		Réversibilité de l'impact		Oui, réversible	Oui, réversible	Oui, réversible	Oui, réversible	Oui, réversible	Oui, réversible	
Espèces envahissantes¹³	ha	0	0	0	0	0	0			
Étendue des aires touchées										
Réduction des espèces¹⁴	Etendue	ha	0	0	0	0	0			
des aires touchées										
Conversion de l'habitat¹⁵	ha	0	0	0	0	0	0			
Étendue des aires touchées										

ODD des Nations Unies

303-3



Eau et sol

Prélèvement total d'eau potable et d'eau pour l'industrie

Eau du fleuve Sangha

Unité de mesure

Décembre 2019

2018

2017

2016

2015

2014

Champ d'application

IFO

m3 (1000 l)

89'950

94'250

92'713

95'754

106'477

121'800

305-1



Energie : carburant

Consommation de carburant provenant de sources non renouvelables

Essence / forêt

Diesel / production forestière & transport

Diesel / scierie de transformation

total carburant non renouvelable

m3 (1000 l)

m3 (1000 l)

m3 (1000 l)

m3 (1000 l)

m3 (1000 l)

62

2'194

2'772

5'028

62

2'194

2'772

5'028

58

1'691

2'527

4'276

58

1'749

2'873

4'679

53

1'384

2'732

4'169

42

1'374

2'581

3'996

IFO

305-1,2



Émissions de gaz à effet de serre

Emissions de CO2 dues à la consommation de carburant provenant de sources non renouvelables

Essence / forêt

Diesel / production forestière & transport¹⁸

Diesel / scierie de transformation

total carburant non renouvelable - émissions éq. tCO2

émissions tCO2 / m3 sciages (forêt et scierie de transformation)

% d'éq. tCO2 stocké dans le bois¹⁶

émissions tCO2 / m3 grumes (production forêt)

% d'éq. tCO2 stocké dans le bois¹⁶

tCO₂

tCO₂

tCO₂

tCO₂

tCO₂

tCO₂

%

tCO₂

%

141

6'576

7'819

14'535

0.24

22%

0.037

3%

142

5'872

7'462

13'475

0.25

23%

0.034

3%

132

4'527

6'804

11'462

0.25

23%

0.027

3%

131

4'680

7'735

12'546

0.23

21%

0.024

2%

120

3'704

7'356

11'180

0.23

21%

0.020

2%

94

3'677

6'949

10'720

0.22

20%

0.021

2%

IFO

305-3



Energie indirecte emission de gaz à effet de serre(champ d'application 3)

Transport terrestre²²

Transport maritime²³

Total émissions tCO2 (tous les produits)

(direct et indirect)

total émissions tCO2 / m3 total sciages²⁴

% d'éq. tCO2 stocké dans le bois¹⁶

total émissions tCO2 / /m3 total grumes²⁵

tCO₂

tCO₂

tCO₂

tCO₂

tCO₂

%

tCO₂

%

15'743

35'588

65'866

0.84

78%

0.63

59%

16'295

34'436

65'556

0.89

82%

0.67

62%

17'114

27'938

57'059

0.80

74%

0.58

54%

16'496

34'332

63'411

0.85

79%

0.65

60%

IFO









305-3

305-1

305

PAYSAGE ECONOMIQUE

Donner de la valeur aux produits bois 'Made in Africa'

GRI	ODD des Nations Unies	Unité de mesure	Décembre 2019	2018	2017	2016	2015	2014	Champ d'application
201-1	 	Valeur générée 1'000 EUR							IHC
		Revenue Net	65'022	60'672	46'902	64'254	65'780	69'065	
		Coûts opérationnels	41'463	40'737	34'399	42'593	44'518	49'704	
		Salaires et bénéfices (y compris <i>plan de retraite</i>)	12'622	11'417	12'346	12'814	11'473	10'822	
		Paievements aux instituts de crédit	1'959	2'052	2'053	4'260	3'235	1'290	
		Dépenses pour le gouvernement (taxes, etc.)	5'579	4'965	5'430	4'399	4'007	3'354	
	   	Investissement communautaire, santé, sécurité, gestion de la forêt et protection de l'environnement	2'279	2'299	2'602	2'502	1'984	1'718	
		Social, sécurité, santé, logements et développement communautaire	1'846	1'905	2'179	1'993	1'425	1'202	
		Gestion forestière (capitalisée)	433	394	423	509	559	516	
		Valeur économique retenue	1'120	-798	-4'476	-18	3'328	2'718	
204-1	 	Fournisseurs locaux 1'000 EUR							IFO, LCC
		(Cameroun et République du Congo)							
		Budget achat dépensé pour les fournisseurs locaux²⁶	27'670	26'005	24'525	23'439	24'914	24'120	
		% du total	%	89%	89%	86%	91%	93%	

GRI ODD des Nations Unies

308-1,
414-1



Fournisseurs sélectionnés dans des régions à haut risque
Nombre total de fournisseurs (y compris de nouveaux fournisseurs)

Unité de mesure

No.

Décembre 2019

2018

2017

2016

2015

2014

Champ d'application

IHC

dont certifiés ou vérifiés par tierce partie
dont contrôlés en interne / audités pour la légalité

sites de transformation au total

forêts au total

Nouveaux fournisseurs sélectionnés

204



Approvisionnement

Volume total du bois acheté*

*pour la période 2016-2018, nous avons fait recours à une nouvelle méthode de calcul permettant de mieux saisir le volume RWE

m³ RWE

279'600

251'400

187'300

241'800

258'200

266'600

IHC

1. Certifié FSC/PEFC27

88%

88%

86%

91%

80%

1%

2. Vérifié légal par tierce partie28
y compris bois contrôlé

3%

4%

5%

4%

11%

86%

3. Contrôlé en interne / audité pour la légalité

7%

7%

7%

4%

8%

11%

4. Issu de régions à faible risque

0.3%

0.0%

0.2%

0.2%

1.4%

1%

5. Acheté dans l'UE

(vérifié par d'autres opérateurs)

1.4%

1.0%

1.2%

0.7%

0.2%

1%

Notes

- 1 Les taux d'incidence représentent le nombre d'accidents et de maladies sur 100 travailleurs à plein-temps et ont été calculés comme suit : $(N/EH) \times 200\,000$, N = nombre total d'accidents et de maladies EH = nombre total d'heures travaillées par tous les employés sur l'année calendaire (2 000x Nb de travailleurs à plein-temps cette année). 200 000 = base pour 100 équivalent de travailleurs à plein-temps (travaillant 40 heures par semaines, 50 semaines par an ou 2 000 heures par travailleur).
- 2 «Personnel concerné», soit le personnel qui pourrait être exposé à des problèmes tels que la corruption, l'abattage illégal et le travail forcé. Les postes clés incluent tout membre du personnel dans les achats (notamment, achats pour la production), tout membre du personnel dans la vente, la finance et les ressources humaines.
- 3 Pour toutes les opérations, il y a des évaluations d'impact :
 - 85 villages dans la concession forestière et max. 10 villages concernés par l'abattage annuel;
 - pour toute la UFA, une étude socio-économique (2004) et une évaluation d'impact sociale (2008) ont été réalisées;
 - avant l'abattage annuel, une « cartographie participative » est réalisée et tous les sites particulièrement importants pour les communautés sont identifiés ;
 - tous les villages sont informés des impacts sociaux & environnementaux et des mesures d'atténuation mises en place ;
 - une plateforme de consultation avec 25 représentants de village et toutes les parties prenantes (notamment les représentants de l'administration locale et des ONG) a lieu une à deux fois par an.
- 4 La plupart des impacts sont temporaires et peuvent être à la fois positifs et négatifs:
 - négatifs: dérangement occasionné sur les sentiers des villages dans la forêt (pour la chasse/ cueillette).
 - positifs: après l'abattage, les sentiers sont refaits si demandé par les villages / communautés.
- 5 Données 2016-2015.
- 6 Une formation axée sur les droits de l'Homme, ciblant les éco-gardes et le personnel de sécurité, a été réalisée en 2015.
- 7 Le personnel de sécurité travaillant chez IFO ne porte pas d'armes.
- 8 Les postes concernés étaient les suivants: administration locale (police, gendarmerie), Directeur Forêt et Environnement IFO, gardes de sécurité et éco-gardes ainsi que ADHUC et CDHD.
- 9 Ce chiffre ne prend en compte que les employés IFO. 20 autorités locales et 25 éco-gardes et les employés IFO ont participé à la formation en 2015 (nombre total de participants : 45).
- 10 Nous avons protégé les surfaces selon la classification officielle du Plan d'aménagement de l'unité forestière d'aménagement de Ngombé, approuvé par décret ministériel. En outre, nous avons choisi de protéger une zone tampon en bordure du parc national d'Odzala-Kokoua, afin de prévenir tout impact négatif éventuel sur le parc national. Une gestion active de HVC a lieu depuis plusieurs années pour protéger les HVC (gestion active de la faune, protection de la zone tampon, surveillance des surfaces de conservation, etc.).
- 11 Les impacts de l'abattage ne sont que de 1/30 de la surface de production (800 000ha), sur la base de la surface d'abattage selon notre plan de gestion forestière.
- 12 Déversement d'hydrocarbure marginal. Tous les déchets et le pétrole sont récupérés sur le camp de base et renvoyés au site industriel de Ngombé, où ils sont traités, réutilisés ou envoyés vers des usines d'élimination de déchets approuvées (à Pointe Noire).
- 13 Non-applicable, pas d'espèces invasives spécifiques. Bien que des plantes de *Marantaceae* et *Zingiberaceae* se soient multipliées, l'abattage peut avoir un impact, mais l'abattage peut avoir un impact positif sur la régénération de la forêt.
- 14 Pas de réduction significative des espèces. Toutes les espèces d'arbres sont gérées pour être conservées en ne diminuant qu'en cas de remplacement naturel dans certaines zones (succession forestière).
- 15 L'abattage de la forêt n'a qu'un petit impact (routes, sentiers de débardage, trous d'abattage), mais pas de changement d'utilisation à grande échelle de la surface forestière.
- 16 Calcul du % d'éq. CO₂ stocké dans le bois selon : Lignes directrices 2006 de la CIPV pour les inventaires nationaux de gaz à effet de serre, Chapitre 12. Produits en bois abattu, tableau 12.4, C Contenu par m³/ de bois 0,295 t/m³ x 44/12 = éq. CO₂ contenu / m³ de bois = 1,08.
- 17 Conversion: 2,27 t éq.CO₂ / m³ essence. Source : World Resources Institute (2015). GHG Protocol tool for stationary combustion. Version 2.6, avec des facteurs d'émission de UK DEFRA et US EPA ainsi que de la CIPV, lignes directrices 2006 pour les inventaires nationaux de gaz à effet de serre. Champ d'application 1, «autres pays».
- 18 Conversion: 2,68 t éq. CO₂ / m³ diesel. Source: World Resources Institute (2015). GHG Protocol tool for stationary combustion. Version 2.6, avec des facteurs d'émission de UK DEFRA et US EPA ainsi que de la CIPV, lignes directrices 2006 pour les inventaires nationaux de gaz à effet de serre. Champ d'application 1, «autres pays».
- 19 Conversion: 2,69 t éq. CO₂ / m³ diesel. Source: World Resources Institute (2015). GHG Protocol tool for stationary combustion. Version 4.1 Facteurs d'émission cf. lignes directrices GIEC 2006 pour les inventaires nationaux de gaz à effet de serre. Champ d'application 1, «autres pays».
- 20 Calculé en tant que: (t. d'émissions de CO₂ de carburant non renouvelable dans la production forestière, pour les bûches transformées en scierie + t. d'émission de CO₂ de carburant non renouvelable dans la production en scierie) / production annuelle de sciages.
- 21 T. de CO₂ de carburant non renouvelable dans la production forestière par m³.
- 22 Calculé en fonction du volume (poids) transporté par voie (route, train) et destination (Douala, Pointe Noire) avec l'outil du World Resources Institute (2015). GHG Protocol tool for stationary combustion. Version 2.6, avec des facteurs d'émission de UK DEFRA et US EPA ainsi que de la CIPV, lignes directrices 2006 pour les inventaires nationaux de gaz à effet de serre (champ d'application 2, «Autres pays»).
- 23 Calculé en fonction du volume (poids) transporté par expédition / grand porte-conteneurs de Douala, Pointe Noire à la destination du client avec l'outil du World Resources Institute (2015). GHG Protocol tool for stationary combustion. Version 2.6, avec des facteurs d'émission de UK DEFRA et US EPA ainsi que de la CIPV, lignes directrices 2006 pour les inventaires nationaux de gaz à effet de serre (champ d'application 2, «Autres pays»).
- 24 Conversion des tonnes en m³ par densité du bois tropical cf. CIPV, 2006, Ch. 12, Tableau 12.4 (en tonnes / m³) = 0,59. Total d'éq. en t. de CO₂ / volume transporté.
- 25 Conversion des tonnes en m³ par densité du bois tropical cf. CIPV, 2006, Ch. 12, Tableau 12.4 (en tonnes / m³) = 0,59. Total d'éq. en t. de CO₂ / volume transporté.
- 26 Inclut le transport de Ngombé à Doula et Pointe Noire.
- 27 Étant donné la dissociation du FSC, IFO n'a pas pu produire de bois FSC jusqu'en novembre 2014. C'est la raison pour laquelle une grande partie du bois était du bois de «tierce partie avec vérification de légalité». Toutefois, la production s'est poursuivie selon les mêmes normes.
- 28 Étant donné la dissociation du FSC, IFO n'a pas pu produire de bois FSC jusqu'en novembre 2014. C'est la raison pour laquelle une grande partie du bois était du bois de «tierce partie avec vérification de légalité». Toutefois, la production s'est poursuivie selon les mêmes normes.

Toutes les photos © Interholco sauf indication contraire. Le graphisme d'information sur la part de marché des bois tropicaux dans les pays de l'UE est publié avec l'aimable permission de la STTC.

INDEX DU CONTENU GRI

INTERHOLCO suit les lignes directrices de la Global Reporting Initiative (GRI) dans ses Rapports de durabilité depuis 2017. Le présent Rapport 2020 a été rédigé **en conformité avec les normes GRI 2016 (conformité essentielle)** et des éléments pertinents du supplément sectoriel du G4 pour les services financiers. Notre rapport comprend également certains éléments d'information de l'option « conformité étendue » (**marqués en bleu**) ainsi que d'autres éléments, en particulier **les 17 Objectifs de développement durable des Nations Unies** ; **les dix Principes du Pacte Global des Nations Unies** ; et **les dix catégories d'évaluation SPOTT**, saisissant la performance ESG de 97 sociétés de la filière bois, dont INTERHOLCO. La liste complète des éléments considérés dans la rédaction de ce Rapport 2020 est disponible dans la section 'Note sur ce Rapport'.

LISTE DU CONTENU ISSU DE LA GLOBAL REPORTING INITIATIVE (GRI)

Eléments généraux d'information

Paysage INTERHOLCO - Thématique GRI	Code GRI	Nom de l'indicateur	Page, lien ou commentaire
Réglementaire - Stratégie	GRI 102-14	Déclaration du décideur le plus haut placé	Message du CEO
Réglementaire - Profil de l'organisation	GRI 102-1	Nom de l'organisation	L'arbre d'INTERHOLCO
Réglementaire - Profil de l'organisation	GRI 102-2	Activités, marques, produits et services	L'arbre d'INTERHOLCO
Réglementaire - Profil de l'organisation	GRI 102-3	Lieu géographique du siège social	L'arbre d'INTERHOLCO
Réglementaire - Profil de l'organisation	GRI 102-4	Lieu géographique des sites d'activité	L'arbre d'INTERHOLCO
Réglementaire - Profil de l'organisation	GRI 102-5	Capital et forme juridique	L'arbre d'INTERHOLCO
Réglementaire - Profil de l'organisation	GRI 102-6	Marchés desservis	L'arbre d'INTERHOLCO
Réglementaire - Profil de l'organisation	GRI 102-7	Taille de l'organisation	L'arbre d'INTERHOLCO ; Annexes, Paysage social
Réglementaire - Profil de l'organisation	GRI 102-8	Informations concernant les employés et les autres travailleurs	Annexes, Paysage social
Réglementaire - Profil de l'organisation	GRI 102-9	Chaîne d'approvisionnement	https://interholco.com/images/pdfs/Responsible-Forestry-and-Procurement-20180620-Politique-INTERHOLCO.pdf
Réglementaire - Profil de l'organisation	GRI 102-10	Modifications significatives de l'organisation et de sa chaîne d'approvisionnement	https://interholco.com/fr/rss-feed-fr/26-archiver-2017/143-interholco-will-sharpen-its-focus-2
Réglementaire - Profil de l'organisation	GRI 102-11	Principe de précaution ou approche préventive	https://interholco.com/images/pdfs/20200520-INTERHOLCO-FAQ-Questions-frequemment-posees.pdf
Réglementaire - Profil de l'organisation	GRI 102-12	Initiatives externes	https://interholco.com/en/about-us/initiatives
Réglementaire - Profil de l'organisation	GRI 102-13	Adhésion à des associations	https://interholco.com/en/about-us/initiatives

Paysage INTERHOLCO - Thématique GRI	Code GRI	Nom de l'indicateur	Page, lien ou commentaire
Réglementaire - Stratégie	GRI 102-15	Principaux impacts, risques et opportunités	La valeur de l'Alliance : des solutions issues des forêts ; Annexes
Réglementaire - Ethique et intégrité	GRI 102-16	Valeurs, principes, normes et règles de conduite	https://interholco.com/fr/a-propos-de-nous/valeurs ;
	GRI 102-17	Mécanismes de conseil et de gestion des préoccupations concernant les questions éthiques	https://interholco.com/fr/a-propos-de-nous/gouvernance
Réglementaire - Gouvernance	GRI 102-18	Gouvernance	
Réglementaire - Pratiques de reporting	GRI 102-19	Principe de précaution ou approche préventive	https://interholco.com/images/pdfs/20200520-INTERHOLCO-FAQ-Questions-frequeemment-posees.pdf
Réglementaire - Implication des parties prenantes	GRI 102-40	Liste des groupes de parties prenantes	De 'Shareholder value' à 'Stakeholder value'
Réglementaire - Implication des parties prenantes	GRI 102-41	Accords de négociation collective	Annexes, Paysage social
Réglementaire - Implication des parties prenantes	GRI 102-42	Identification et sélection des parties prenantes	De 'Shareholder value' à 'Stakeholder value'
Réglementaire - Implication des parties prenantes	GRI 102-43	Approche de l'implication des parties prenantes	Une culture d'ALLIANCE ; De 'Shareholder value' à 'Stakeholder value'
Réglementaire - Implication des parties prenantes	GRI 102-44	Enjeux et préoccupations majeurs soulevés	De 'Shareholder value' à 'Stakeholder value'
Réglementaire - Pratiques de reporting	GRI 102-45	Entités incluses dans les états financiers consolidés	Annexes, Paysage économique
Réglementaire - Pratiques de reporting	GRI 102-46	Définition du contenu du rapport et des périmètres de l'enjeu	INTERHOLCO, vue d'ensemble ; Une culture d'ALLIANCE
Réglementaire - Pratiques de reporting	GRI 102-47	Liste des enjeux pertinents	De 'Shareholder value' à 'Stakeholder value'
Réglementaire - Pratiques de reporting	GRI 102-48	Réaffirmation des informations	Lorsque des renseignements ont été reformulés, nous en faisons mention dans les notes des Annexes
Réglementaire - Pratiques de reporting	GRI 102-49	Modifications relatives au reporting	Il n'y a pas eu de changements substantiels à la liste des enjeux pertinents ni à leurs périmètres
Réglementaire - Pratiques de reporting	GRI 102-50	Période de reporting	Note sur ce Rapport
Réglementaire - Pratiques de reporting	GRI 102-51	Date du rapport le plus récent	INTERHOLCO, vue d'ensemble
Réglementaire - Pratiques de reporting	GRI 102-52	Cycle de reporting	Note sur ce Rapport
Réglementaire - Pratiques de reporting	GRI 102-53	Point de contact pour les questions relatives au rapport	Annexes : l'ALLIANCE dans les paysages
Réglementaire - Pratiques de reporting	GRI 102-54	Déclarations de reporting en conformité avec les normes GRI	Index du contenu GRI
Réglementaire - Pratiques de reporting	GRI 102-55	Index du contenu GRI	Index du contenu GRI

Paysage INTERHOLCO - Thématique GRI	Code GRI	Nom de l'indicateur	Page, lien ou commentaire
Réglementaire - Pratiques de reporting	GRI 102-56	Vérification externe	Note sur ce Rapport
Éléments spécifiques d'information			
Réglementaire - Approche managériale GRI 2016	GRI 103-1	Explication de l'enjeu pertinent et de son périmètre	Chaque enjeu, ainsi que le périmètre applicable et l'approche managériale choisie, est présenté en détail ici : La valeur de l'Alliance : des solutions issues des forêts ; Annexes. Nos politiques, procédures, directives et indicateurs de performance clé sont révisés chaque année afin d'assurer la pertinence et pour déterminer des améliorations nécessaires.
	GRI 103-2	L'approche managériale et ses composantes	
	GRI 103-3	Évaluation de l'approche managériale	
Economique, Social - Performance économique	GRI 201-1	Valeur économique directe générée et distribuée	Annexes ; https://interholco.com/images/pdfs/FR-INTERHOLCO-Facts-and-Figures-2019-2014.pdf
Economique, Social - GRI G4	G4FS-EC1	Valeur économique directe générée et distribuée – investissement pour les communautés	
Economique, Social - Impacts économiques indirects	GRI 203-2	Impacts économiques indirects significatifs	Approvisionnement responsable : La valeur de l'Alliance : des solutions issues des forêts ; Annexes Impôts et taxes, en particulier en République du Congo : La valeur de l'Alliance : des solutions issues des forêts ; Annexes
Economique, Social - Communautés locales	GRI 413-1	Activités impliquant la communauté locale, évaluation des impacts et programmes de développement	Annexes ; Rapport de monitoring FSC 2019
	GRI 413-2	Activités générant des impacts négatifs substantiels, réels ou potentiels sur les communautés locales	
Economique, Social, Environnemental, Réglementaire - Évaluation environnementale des fournisseurs	GRI 308-1	Nouveaux fournisseurs analysés à l'aide de critères environnementaux	Annexes ; https://interholco.com/images/pdfs/FR-INTERHOLCO-Facts-and-Figures-2019-2014.pdf Voir en outre la Politique d'approvisionnement responsable et l' Annexe pour les audits de conformité - notre processus de Diligence raisonnée est certifié par ControlUnion
Economique, Social, Réglementaire - Évaluation sociale des fournisseurs	GRI 414-1	Nouveaux fournisseurs analysés à l'aide de critères sociaux	
Economique, Social, Environnemental - Pratiques d'approvisionnement	GRI 204	Approvisionnement	
	GRI 204-1	Dépenses réalisées avec les fournisseurs locaux	
Economique, Social - GRI G4	FP 2	Part des volumes d'achat certifiés durables selon des normes reconnues	
Environnemental - Eau et effluents 2016	GRI 303-3	Eau prélevé par source	La valeur de l'ALLIANCE : des solutions issues des forêts ; Annexes - Paysage environnemental ; Rapport de monitoring FSC 2019
Environnemental - Biodiversité	GRI 304-1	Sites d'activité détenus, loués ou gérés, situés dans ou bordant des aires protégées et des zones riches en biodiversité à l'extérieur des aires protégées	Annexes, Paysage environnemental. Voir aussi le Rapport de monitoring FSC 2019
Environnemental - Biodiversité	GRI 304-2	Impacts significatifs de nos activités, produits, et services sur la biodiversité	Annexes, Paysage environnemental
Environnemental - Biodiversité	GRI 304-3	Autres émissions indirectes de GES (champ d'application 3)	Annexes, Paysage environnemental
Environnemental - Émissions	GRI 305-1	Émissions directes de gaz à effet de serre (Scope 1)	Annexes, Paysage environnemental

Paysage INTERHOLCO - Thématique GRI	Code GRI	Nom de l'indicateur	Page, lien ou commentaire
Environnemental - Émissions	GRI 305-2	Énergie indirecte de gaz à effet de serre (Scope 2)	Annexes, Paysage environnemental
Environnemental - Émissions	GRI 305-3	Autres émissions indirectes de gaz à effet de serre (Scope 3)	Annexes, Paysage environnemental
Environnemental - Émissions	GRI 305-4	Intensité des émissions de GES	Annexes, Paysage environnemental ; p. 3, https://interholco.com/images/pdfs/20200520-INTERHOLCO-FAQ-Questions-frequeument-posees.pdf
Environnemental - Émissions	GRI 305-5	Réduction des GES	
Environnemental, Réglementaire - Conformité aux règlements sur l'environnement	GRI 307	Conformité aux règlements sur l'environnement	Certification NepCon Legal Source, certification FSC FM
Social, Economique -	GRI 202-1	Ratios du salaire d'entrée par rapport au salaire minimum local	Annexes, Paysage social
Social, Economique - Impact économique indirect	GRI 203-1	Investissements en infrastructure et services	Annexes, Paysage social
Social, Economique - Lutte contre la corruption	GRI 205-2	Communications et formation sur notre politique et nos procédures visant lutter contre la corruption	La valeur de l'ALLIANCE : des solutions issues des forêts
Social - Santé et sécurité au travail	GRI 403-9	Accidents du travail	Annexes, Paysage social ; voir aussi le Rapport de monitoring FSC 2019
Social - Formation et éducation	GRI 404-1	Nombre moyen d'heures de formation par an par employés	Annexes, Paysage social
Social - Pratiques de sécurité	GRI 410-1	Formation du personnel de sécurité aux politiques et procédures relatives aux droits de l'homme	Annexes, Paysage social ; voir aussi les FAQ
Social, Réglementaire - Droits des peuples autochtones	GRI 411-1	Cas de violations des droits des peuples autochtones	Rapport de monitoring FSC 2019
Social, Réglementaire - Évaluation des droits de l'homme	GRI 412-1	Opérations ayant été soumises à des contrôles du respect des droits de l'homme ou des évaluations des impacts	Certification NepCon Legal Source, certification FSC FM
Social, Réglementaire - Évaluation des droits de la personne	GRI 412-2	Formation des employés sur les politiques ou procédures relatives aux droits de l'homme	Annexes, Paysage social ; voir aussi voir aussi le Rapport de monitoring FSC 2019 ainsi que les FAQ
Social - Communautés locales	GRI 413-1	Activités impliquant la communauté locale (impact et programmes)	
Social, Réglementaire - Conformité socio-économique	GRI 419	Non-conformité à la législation et aux réglementations sociales et économiques	Conformité d'après la certification NepCon Legal Source, certification FSC FM, la conformité ControlUnion TLV de la diligence raisonnée

LISTE DES OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT DURABLE DES NATIONS UNIES

Objectifs	Nom de l'objectif	Page, lien ou commentaire
ODD1	Pas de pauvreté	La valeur de l'Alliance : des solutions issues des forêts
ODD2	Faim « zéro »	La valeur de l'Alliance : des solutions issues des forêts
ODD3	Bonne santé et bien-être	La valeur de l'Alliance : des solutions issues des forêts
ODD4	Éducation de qualité	La valeur de l'Alliance : des solutions issues des forêts
ODD5	Égalité entre les sexes	La valeur de l'Alliance : des solutions issues des forêts
ODD6	Eau propre et assainissement	La valeur de l'Alliance : des solutions issues des forêts
ODD7	Énergie propre et d'un coût abordable	La valeur de l'Alliance : des solutions issues des forêts
ODD8	Travail décent et croissance économique	La valeur de l'Alliance : des solutions issues des forêts
ODD9	Industrie, innovation et infrastructure	La valeur de l'Alliance : des solutions issues des forêts
ODD10	Inégalités réduites	La valeur de l'Alliance : des solutions issues des forêts
ODD11	Villes et communautés durables	La valeur de l'Alliance : des solutions issues des forêts
ODD12	Consommation et production durables	La valeur de l'Alliance : des solutions issues des forêts
ODD13	Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques	La valeur de l'Alliance : des solutions issues des forêts
ODD14	Vie aquatique	La valeur de l'Alliance : des solutions issues des forêts
ODD15	Vie terrestre	La valeur de l'Alliance : des solutions issues des forêts
ODD16	Paix, justice et institutions efficaces	La valeur de l'Alliance : des solutions issues des forêts
ODD17	Partenariats pour la réalisation des objectifs	La valeur de l'Alliance : des solutions issues des forêts

LES DIX PRINCIPES DU PACTE GLOBAL DES NATIONS UNIES

Principes	Nom du principe en anglais	Page, lien ou commentaire
P1	Businesses should support and respect the protection of internationally proclaimed human rights; and	https://interholco.com/en/about-us/governance
P2	make sure that they are not complicit in human rights abuses.	https://interholco.com/en/about-us/governance
P3	Businesses should uphold the freedom of association and the effective recognition of the right to collective bargaining;	Tour d'horizon 2014-2019
P4	the elimination of all forms of forced and compulsory labour;	https://interholco.com/images/pdfs/Responsible-Forestry-and-Procurement-20180620-Politique-INTERHOLCO.pdf
P5	the effective abolition of child labour; and	https://interholco.com/images/pdfs/Responsible-Forestry-and-Procurement-20180620-Politique-INTERHOLCO.pdf
P6	the elimination of discrimination in respect of employment and occupation.	https://interholco.com/images/pdfs/Responsible-Forestry-and-Procurement-20180620-Politique-INTERHOLCO.pdf
P7	Businesses should support a precautionary approach to environmental challenges;	La valeur de l'Alliance : des solutions issues des forêts
P8	undertake initiatives to promote greater environmental responsibility; and	La valeur de l'Alliance : des solutions issues des forêts
P9	encourage the development and diffusion of environmentally friendly technologies.	La valeur de l'Alliance : des solutions issues des forêts
P10	Businesses should work against corruption in all its forms, including extortion and bribery.	La valeur de l'Alliance : des solutions issues des forêts

LES DIX CATEGORIES DE L'EVALUATION SPOTT EN MATIERE DE PERFORMANCE DES SOCIETES DE LA FILIERE BOIS

Indicateurs	Nom de la catégorie en anglais	Page, lien ou commentaire
de 1 à 12	SUSTAINABILITY POLICY AND LEADERSHIP	https://www.spott.org/timber-pulp/interholco-ag/
de 13 à 41	LANDBANK, MAPS AND TRACEABILITY	https://www.spott.org/timber-pulp/interholco-ag/
de 42 à 50	CERTIFICATION STANDARDS	https://www.spott.org/timber-pulp/interholco-ag/
de 51 à 70	DEFORESTATION AND BIODIVERSITY	https://www.spott.org/timber-pulp/interholco-ag/
de 71 à 81	HCV, HCS AND IMPACT ASSESSMENTS	https://www.spott.org/timber-pulp/interholco-ag/
de 82 à 101	SOILS, FIRE AND GHGS	https://www.spott.org/timber-pulp/interholco-ag/
de 102 à 122	WATER, CHEMICAL AND PEST MANAGEMENT	https://www.spott.org/timber-pulp/interholco-ag/
de 123 à 158	COMMUNITY, LAND AND LABOUR RIGHTS	https://www.spott.org/timber-pulp/interholco-ag/
de 159 à 166	SMALLHOLDERS AND SUPPLIERS	https://www.spott.org/timber-pulp/interholco-ag/
de 167 à 175	GOVERNANCE AND GRIEVANCES	https://www.spott.org/timber-pulp/interholco-ag/